



Alger	: 17°	08°
Oran	: 21°	12°
Annaba	: 19°	05°
Béjaïa	: 13°	02°
Tamanrasset	: 21°	08°

63<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRES DES  
EXPLOSIONS NUCLÉAIRES  
FRANÇAISES À REGGANE

**Un crime  
prémédité et  
planifié (ministre)**

P. 3

PRÉSIDENTE

**La Direction générale de la Communication  
à la Présidence de la République se  
démarque de l'initiative des responsables  
de l'Université de Batna I**

P. 24

ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD

**Lamamra  
en visite  
de travail  
à Pretoria**

P. 24

IMPORTATION DES LÉGUMINEUSES

## Rezig : "l'exclusivité de l'importation par l'OAIC protégera la production nationale et le pouvoir d'achat"

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé, lundi à Alger, que l'exclusivité de l'importation des légumineuses par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), permettra de protéger la production nationale de cette filière et préserver le pouvoir d'achat du citoyen. Dans une déclaration à la Télévision algérienne, M. Rezig a fait savoir que la décision d'accorder l'exclusivité à l'OAIC pour importer les légumineuses, prise récemment, concernait les produits destinés aux industriels, ajoutant qu'elle venait compléter la même décision prise l'année écoulée relative à l'achat pour la revente en l'état.

P. 4



DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE

**Concrétisation de 649  
mesures dans le cadre  
des Plans d'action  
sectoriels (Cherhabil)**

P. 6

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**"Un diplôme-une startup,  
un diplôme-un brevet" :  
près de 300 projets innovants  
sélectionnés à l'USTO**

P. 24

PÉTROLE

**Le prix du Brent  
clôture à 86,61  
dollars**

P. 7

SANTÉ

**INTOXICATION  
AU MONOXYDE  
DE CARBONE**

**Comment la  
prévenir ?**

Pp 12-13

F O T B A L L

EQUIPE NATIONALE FÉMININE

**32 joueuses  
convoquées  
au 1<sup>er</sup> stage  
de l'année  
à Sidi Moussa  
(Alger)**

P. 21



EVOCATION DE  
MEDJOUBI

**Le public  
Annabi en  
symbiose  
avec la pièce  
"El Haggat,  
El Makkar  
oua el Nia"**

P. 16

AFRIQUE DU SUD

**20 morts  
dans une  
collision  
entre un bus  
et un fourgon  
Blindé**

P. 2

## SÉISME EN TURQUIE ET EN SYRIE

### 14 personnes secourues et 130 corps retirés des décombres par la Protection civile algérienne



Les équipes de la Protection civile dépêchées en Turquie et en Syrie pour participer aux opérations de recherche et de sauvetage, suite au violent séisme qui a frappé ces deux pays, ont réussi à secourir 14 personnes et retiré 130 corps sans vie des décombres, selon un nouveau bilan communiqué mardi par la Direction générale de la Protection civile.

Ainsi, les équipes de recherche et de sauvetage présentes en Turquie ont retiré des décombres, depuis le 6 février à ce jour, 109 victimes, à savoir 13 personnes vivantes et 96 corps sans vie, précise la même source, soulignant que les opérations de secours et de recherche sont toujours en cours. Par contre, en Syrie où les opérations de recherche ont pris fin lundi, les équipes de la Protection civile ont retiré des décombres une femme vivante et les corps de 34 personnes sans vie.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné l'envoi d'équipes de la Protection civile en Syrie et en Turquie, juste après le violent séisme ayant frappé ces deux pays.

## KHENCHELA

### Ouverture d'une enquête sur le décès d'un jeune à Tamza (procureur de la République)

"Conformément aux dispositions de l'article 11 alinéa 3 du Code de procédures pénales, le procureur de la République près le tribunal de Khenchela informe l'opinion publique que samedi 11 février 2023 aux environs de 15h, les services de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Tamza ont reçu une information faisant état de la découverte du dénommé (B.Gh.F) âgé de 32 ans mort dans son domicile situé au centre de la commune Tamza, wilaya de Khenchela", précise un communiqué émanant du procureur de la République près le tribunal Khenchela.

Le procureur de la République près le tribunal de Khenchela s'est déplacé au domicile de la victime pour effectuer les premières constatations avec les éléments de la police judiciaire compétents et les services de la protection civile, et a ordonné l'ouverture d'une enquête sur les circonstances de la mort et sur la conformité des appareils électroménagers aux normes et règles de sécurité, selon le communiqué.

## EL TARF

### Démantèlement d'un réseau et saisie de psychotropes

La brigade de lutte contre la drogue de la Police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya d'El-Tarf a démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes activant dans les wilayas dans l'Est du pays et saisi 3.600 comprimés psychotropes, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps sécuritaire.

Ce réseau criminel est composé de deux individus âgés de 35 et 36 ans, originaires de la wilaya d'El Tarf, a indiqué à l'APS l'officier principal de police Hamza Djelab.

L'opération a été effectuée suite à l'exploitation des informations reçues par les éléments de cette brigade faisant état de l'activité d'une bande de trafiquants en possession d'une quantité de drogue découverte dans une habitation de la ville de Dréan, a précisé la même source, soulignant qu'un plan a été établi ayant permis d'arrêter l'un des mis en cause.

## TIZI-OUZOU

### Arrestation de trois présumés auteurs d'un crime crapuleux



Trois présumés auteurs d'un crime crapuleux commis à la nouvelle-ville de Tizi-Ouzou, il y a quelques jours, ont été arrêtés par la police, rapporte lundi un communiqué de la sûreté de wilaya.

L'enquête ouverte par les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant du service de la police judiciaire, suite à la découverte du corps sans vie d'un individu de sexe masculin, âgé d'environ 51 ans, gisant dans son domicile et portant des traces de violence, a abouti à l'identification et à l'interpellation de trois suspects, selon le document.

Les trois mis en cause dans cette affaire sont âgés entre 23 et 40 ans, a précisé la même source qui a souligné que ces individus "ont avoué être les auteurs du crime".

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION EN ZONES URBAINES

### Deux morts et 102 blessés durant le week-end

Deux personnes ont trouvé la mort et 102 autres ont été blessées dans 85 accidents de la circulation survenus le week-end dernier en zones urbaines, indique, lundi, un communiqué des services de la Sûreté nationale (SN).

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, précise le communiqué.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle à nouveau les usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la prudence au volant, rappelant le numéro vert 1548 et celui des secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout signalement.

## ORAN

### Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la fraude et l'escroquerie

Les services de la Gendarmerie nationale d'Oran ont mis hors d'état de nuire deux individus spécialisés dans la fraude et l'escroquerie en matière d'immigration au Canada, a-t-on appris lundi auprès du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Sur la base d'informations parvenues à l'escadron de recherche et d'intervention de la gendarmerie nationale d'Oran selon lesquelles "une agence dénommée + Emigration Algérie+ travaille illégalement et est spécialisée dans la formation professionnelle canadienne en Algérie, escroquant des citoyens et leur faisant miroiter des postes d'emploi au Canada contre des sommes très importantes en monnaie nationale", a indiqué à l'APS la chargée de presse, le capitaine Loucif Imane, précisant qu'une enquête a été ouverte.

## OUM-EL-BOUAGHI

### Trois individus accusés d'agression placés en détention provisoire

"En vertu de l'article 11 alinéa 3 du code de procédures pénales, le procureur de la République près le tribunal d'Ain Beida porte à la connaissance du public qu'en date du 12 février 2023, les accusés ont été présentés dans une affaire d'agression à l'arme blanche contre la victime (M.A.) âgé de 31 ans, à l'intérieur de son local de commerce, sis cité Essalem à Ain Beida, atteint de blessures graves à la tête", a-t-on indiqué un communiqué du procureur de la République. Les accusés répondant

## BEJAIA

### La pénétrante d'Ahnif bientôt rallongée de 16 km



Un nouveau tronçon de la pénétrante Bejaia-Ahnif (Bouira), long de 16 km, sera mis en service à la fin du mois de mars prochain, a annoncé le chef du projet, Abdelaziz Ait Kaci, qui précise que ce nouveau lot, reliera Takerietz au village agricole de Timezrit et permettra aux usagers de la RN 26 (Bejaia-Bouira) de mieux souffler, notamment à hauteur de l'axe Takerietz et Sidi-Aich (commune mitoyenne), en permanence saturé et encombré.

## Saisie de viandes impropres à la consommation

Une quantité de 23,5 quintaux de viandes blanches impropres à la consommation a été saisie dimanche par les éléments de la sûreté de wilaya de Bejaia, à l'issue d'un barrage inopiné installé dans le quartier d'Ighil-Ouazzoug à l'entrée ouest de la ville, a indiqué lundi un communiqué de cette institution sécuritaire.

La marchandise, qui convoyait à bord d'un camion frigorifique, était détaillée en morceaux et dégageait une forte odeur de décomposition, a-t-on précisé, soulignant que le chauffeur du camion a été arrêté et fait l'objet d'une procédure judiciaire.

La marchandise saisie a été vouée à la destruction au sein de la décharge publique de Boulimat, à 10 km au nord-ouest de Bejaia.

## CONSTANTINE

### Près de 18 millions DA pour l'indemnisation des agriculteurs et éleveurs en 2022 (CRMA)

Près de 18 millions de dinars ont été consacrés dans la wilaya de Constantine pour indemniser les agriculteurs ayant subi des pertes durant la saison agricole de 2022, a-t-on appris mardi auprès de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA).

Dans une déclaration à l'APS, le directeur local de la CRMA, Adel Boudermine a indiqué que le montant des indemnités dont a bénéficié les agriculteurs s'est élevé à près de 18 millions de DA constitués de 9 millions de DA consacrés aux éleveurs de bétail, 6,8 millions de DA aux aviculteurs et 2 millions de DA aux céréaliculteurs.

M. Boudermine a rappelé que durant la saison agricole 2021, pas moins de 52,30 hectares appartenant à 12 céréaliculteurs ont été détruits par des incendies, ce qui a nécessité la mobilisation de 2 millions DA en termes d'indemnités.

aux initiales S.S., âgé de 23 ans, et F.F. son oncle maternel âgé de 32 ans et B.J., âgé de 43 ans, "répondront d'une tentative de meurtre, avec préméditation et dégradation des biens d'autrui, punis par les articles 254, 255 et 261 du code pénal", a ajouté la même source. Après les avoir entendu, le juge d'instruction a ordonné la mise en détention provisoire des deux accusés et la mise sous contrôle judiciaire de l'accusé B.J.



## 63<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRES DES EXPLOSIONS NUCLÉAIRES FRANÇAISES À REGGANE Un crime prémédité et planifié (ministre)

Les explosions nucléaires effectuées par la France coloniale dans le sud algérien "sont un crime prémédité et planifié eu égard aux dommages importants subis aux conséquences dévastatrices à différents niveaux", a souligné, lundi à Reggane (150 km Sud d'Adrar) le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laid Rebiga.

"Les explosions nucléaires françaises menées dans le sud algérien constituent un crime prémédité et planifié au regard de leur puissance aux conséquences destructrices à tous les niveaux et dont l'ampleur de la gravité a dépassé de vastes régions dans le Sud du pays pour toucher d'autres territoires de pays africains voisins et méditerranéennes", a affirmé, M. Rebiga, dans son allocution prononcée à l'occasion de la commémoration du 63<sup>ème</sup> anniversaire des explosions nucléaires françaises, le 13 février 1960 à Reggane.

Accompagné du secrétaire général de l'organisation nationale des moudjahidine, Ali Boughezala, des membres de la famille révolutionnaire et des autorités locales, le ministre a affirmé que "les pratiques du colonialisme français menées contre le peuple algérien sont loin d'honorer les valeurs humaines, ni dans la lettre ni dans l'esprit", en optant délibérément (colonisateur), a-t-il dit, "pour la déportation, l'exil, le déplacement, le génocide et l'effacement des repères de l'identité nationale".

"Le colonisateur français a usé de tous les moyens juridiques, administratifs et militaires pour conférer une légitimité à son occupation à l'effet d'asservir le peuple algérien, le dépouiller de ses



droits et éteindre la flamme de résistance innée de ce vaillant peuple", a soutenu Laid Rebiga.

Et d'ajouter: "Les explosions nucléaires françaises dans le sud algérien et les crimes perpétrés contre le peuple s'imbriquent dans la stratégie coloniale, répertoriées dans son palmarès d'histoire entaché de massacres et crimes menés sans état d'âme pour déshonorer les filles et fils de l'Algérie qui ont affronté, avec véhémence et courage, ces épreuves et pratiques coloniales par les sacrifices et hauts faits pour le recouvrement

de la liberté et la souveraineté nationale".

"Préserver les gloires de notre peuple, valoriser son héroïsme et les transmettre aux générations montantes est un sacré devoir pour protéger notre mémoire nationale riche en idéaux, valeurs et enseignements immortels pour le renom et la souveraineté de notre patrie", action, a-t-il dit, que "les hautes instances du pays veillent à protéger notre glorieuse mémoire et consolider les mécanismes de sa protection par les différentes méthodes scientifiques

et académiques". Mettant à profit sa visite dans la région, le ministre a annoncé l'ouverture du "premier musée thématique" en Algérie sur les explosions nucléaires françaises à Reggane qui met en évidence des volets liés à ce carnage colonial que sont les explosions nucléaires et les efforts de l'Etat dans la prise en charge de leurs effets ionisants sur l'homme et l'environnement.

Cette nouvelle structure, a expliqué M. Rebiga, est un espace destiné à l'enregistrement des témoignages des moudjahidine et Moudjahidine, témoins oculaires

des explosions nucléaires, afin de les mettre à la disposition des chercheurs et spécialistes, avant de convier, à ce titre, la population locale et celles des régions environnantes d'enrichir les composantes de cet édifice. Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit a donné, à cette occasion, le coup d'envoi d'une caravane de solidarité, organisée en coordination avec le ministère de la Poste et des Télécommunications, au travers l'entreprise Algérie-Télécom et le groupe public de transports terrestres des maroc handises et de logistique "Logitrans" pour acheminer des équipements paramédicaux au profit des victimes des explosions nucléaires françaises à Reggane.

M. Rebiga a, en outre, rendu une visite aux moudjahidine Lak-saci Hadj Abdesslem et El-Feyez Abdallah, dans les communes de Reggane et Anzedjmir, avant de donner le coup d'envoi d'une opération d'alimentation en gaz naturel des Ksour de "Timadnine" (commune de Reggane) et Zaouiyet Lehechef (commune de Sali). Le ministre devra assister, au terme de cette visite, à une conférence sur les crimes des explosions nucléaires françaises dans la région organisée à l'université Ahmed Draïya d'Adrar.

## Explosions nucléaires dans le Sud de l'Algérie : la France doit reconnaître ses crimes (conférence)

Des participants à une conférence organisée lundi à Sidi Bel Abbès, à l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire des explosions nucléaires menées par la France coloniale dans le sud algérien, ont souligné la nécessité pour la France de reconnaître ses crimes nucléaires.

Au cours de cette rencontre, intitulée "Reggane, la blessure mortelle et le poison enseveli", les participants, parmi lesquels des professeurs d'université, des chercheurs et des historiens, ont souligné la nécessité pour la France de reconnaître ses crimes nucléaires dans le sud algérien et les dégâts et les catastrophes qu'elle a causés à la population de la région, toujours affectée par l'activité des radiations nucléaires.

Le médecin et historien spécialiste dans l'histoire de la santé et président du Conseil scientifique du musée du Moudjahid à Sidi Bel Abbès, le Dr Mohamed Refas, a souligné

que malgré que plus de six décennies sont passées depuis les premières explosions nucléaires, "la radioactivité dans les zones de ce crime reste élevée en raison de la persistance de ses effets", soulignant la nécessité pour la France de remettre les cartes des stocks de déchets nucléaires et de traiter tous les sites nucléaires.

Il a également souligné que "la France traite la question des explosions nucléaires avec deux poids deux mesures, puisqu'elle a indemnisé les soldats français et leurs familles tout en refusant d'indemniser les victimes algériennes", insistant pour que la France "admette tous ses crimes, y compris les explosions nucléaires, qu'elle essaie d'ignorer". De son côté, le directeur du même musée, le professeur Abbes Kouider, a indiqué que la "France reste toujours intransigente dans le règlement

de ce dossier avec les victimes algériennes des explosions nucléaires, alors qu'elle s'est empressée d'indemniser les victimes des anciens militaires français et leurs familles", ce qui "révèle ses intentions de ne pas reconnaître ces crimes et leurs effets sur la vie et la santé de la population ainsi que les maladies causées par les radiations nucléaires".

Il a aussi que la "France a effectué 57 explosions nucléaires dans le sud de l'Algérie et utilisé 150 prisonniers algériens amenés de la prison de Dhaya à Sidi Bel Abbès comme cobayes pour ajouter au résultat de ces explosions, qui ont conduit à l'anéantissement d'environ 42.000 Algériens". Les participants à cette conférence ont souligné la poursuite des effets de ces expériences sur les habitants de la région causant la cécité, le cancer, les maladies de la gorge, l'infertilité et la malfor-

mation congénitale des nouveau-nés, en plus de la pollution des terres et de l'eau qui se poursuivra durant plus de 4.000 ans. Cette rencontre, organisée à l'initiative du musée du moudjahid de Sidi Bel Abbès, en coordination avec la Direction des Moudjahidine et des ayants-droit, a vu la présentation d'un documentaire sur les explosions nucléaires françaises dans le sud algérien ainsi que l'organisation d'une exposition, en présence des autorités locales, des cadres de la tutelle ainsi que des élèves des établissements scolaires.

A l'occasion du 63<sup>e</sup> anniversaire de la première explosion nucléaire du colonisateur français dans la région de Reggane, les autorités locales ont supervisé le lancement d'une caravane chargée de 110 tonnes de denrées alimentaires à destination de la daïra de Reggane (Adrar).

## DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE Concrétisation de 649 mesures dans le cadre des Plans d'action sectoriels (Cherhabil)

Le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil a affirmé, lundi, que son département avait recensé, jusqu'au 31 décembre dernier, 649 mesures réalisées dans le cadre des Plans d'action de développement numérique des différents secteurs.

Ces mesures "Gouvernement-Gouvernement" concernent 334 mesures de numérisation du secteur des procédés internes ou applications de gestion interne, 91 mesures relatives aux infrastructures de numérisation (acquisition et montage d'équipements), 142 mesures au profit des citoyens, 82 mesures au profit des opérateurs économiques, a précisé le ministre lors d'une audition devant les membres de la Commission des affaires économiques et financières au Conseil de la nation en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, sur le thème "La transformation numérique en Algérie et sa contribution à la relance écono-

mique". La mise en œuvre de ces mesures a été suivie via la plateforme de suivi des plans sectoriels annuels relatifs au développement numérique, créée par le ministère en vue d'analyser et élaborer des tableaux de bord d'aide à la prise de décision de manière unifiée et cohérente afin de réaliser une conjugaison optimale des ressources humaines et une rationalisation des dépenses publiques, a ajouté le ministre. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la démarche portant "développement de la gouvernance électronique et accélération de la numérisation de l'administration dans l'objectif d'instaurer un nouveau mode de gouvernance publique permettant de renforcer la relation avec les citoyens et opérateurs économiques à travers la proposition de services, efficaces et de haute qualité, sur internet adaptés à leurs besoins.

Il s'agit également du règlement de nombreux obstacles rencontrés par les citoyens et les pouvoirs pu-



blics des années durant, notamment ceux relatifs au temps et la distance pour les citoyens et la transparence et la traçabilité pour les autorités publiques, explique le ministre.

Dans le cadre des mesures "Gouvernement-citoyen", le ministre a mis en avant l'importance du portail gouvernemental numérique des services publics, dont le lancement of-

ficiel a été présidé par le Premier ministre le 7 décembre dernier et qui a constitué "une étape charnière dans la relance du processus de numérisation et de modernisation de l'administration publique". Le portail offre plusieurs avantages, dont l'accès aux services publics en ligne des différents secteurs, en sus de permettre aux visiteurs d'exprimer leurs

avis et de formuler des propositions destinées à enrichir et à améliorer l'expérience utilisateur de ce portail et les services offerts.

Le recensement fait état de plus de 450 services publics, dont 338 ont été validés et introduits de manière définitive dans le portail, a souligné le ministre. Il a présenté, en outre, les grandes lignes de la feuille de route tracée par le ministère et visant à faire aboutir le transfert numérique en Algérie, conformément au programme du président de la République qui a constitué la base du plan d'action du Gouvernement.

La concrétisation de cette feuille de route exige une coordination avec les autres départements ministériels appelés à concourir à la réussite de ce transfert numérique, instauré par le président de la République dans les domaines vitaux à caractère prioritaire, comme la sécurité alimentaire et énergétique.

## MÉDIAS

## M. Bouslimani appelle les médias nationaux à adopter l'approche proactive pour défendre les intérêts du pays

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a appelé lundi les médias à faire face aux campagnes hostiles visant l'Algérie en adoptant l'approche proactive pour défendre les intérêts du pays, estimant que "le temps de la réaction est révolu".

Invité du forum de la Chaîne 1 de la radio algérienne, à l'occasion de la journée mondiale de la radio, M. Bouslimani a affirmé que les médias nationaux sont appelés "à adopter une approche proactive et à s'ériger en rempart contre les campagnes médiatiques hostiles visant à déstabiliser l'Algérie et ses institutions", des campagnes, a-t-il dit, "vouées à l'échec", car ces institutions "sont issues du peuple algérien".

"Nous avons besoin d'un système médiatique fort", a indiqué le ministre ajoutant que le journaliste "doit être aux premiers rangs face aux défis actuels auxquels l'Algérie est confrontée", soulignant: "Le temps de la réaction est révolu, l'ère est à l'approche proactive".

M. Bouslimani a évoqué l'opération d'exfiltration de la dénommée Amira Bouraoui vers la France et la campagne médiatique française qui s'en est suivie avec les allégations hostiles à l'Algérie, réaffirmant que cet incident "a fait tomber les masques et confirmé qu'il y a des personnes qui veulent à appliquer des agendas de forces étrangères".

Le ministre a critiqué la campagne acharnée menée par la presse française habitée, depuis les années 90, à attaquer l'Algérie, arguant que les médias français "ont bien compris que l'Algérie va de l'avant grâce au soutien de sa jeunesse et de ses forces vives et que personne ne pourra attenter à sa stabilité".

Après avoir salué le professionnalisme des médias nationaux pour "relever les défis actuels et renforcer la sécurité nationale", M. Bouslimani a appelé les médias algériens "à montrer la véritable image de l'Algérie à l'extérieur, à accompagner le citoyen notamment les jeunes, et à l'associer à la vie publique et aux efforts de développement local".

Il a également mis l'accent sur le rôle dévolu aux médias nationaux dans l'accompagnement des efforts de l'Etat dans le domaine diplomatique et le recouvrement par l'Algérie en tant que puissance régionale, de la place qui lui sied, après les années difficiles qu'elle a traversées".

Il a appelé, par ailleurs, l'intérêt accordé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au développement et à la promotion du secteur "à travers un plan d'action global qui prévoit la révision des lois sur l'information, sachant que l'élaboration des projets de la loi organique sur l'information, de la loi sur l'audiovisuel, et de la loi sur la presse écrite et électronique a été achevée, lesquels projets sont actuellement au niveau du Parlement".

Le ministre a affirmé que ces lois visent à "organiser le secteur", outre la régulation et l'assainissement du secteur de l'audiovisuel, l'organisation du travail des chaînes privées dont 16 ont bénéficié de l'opération de domiciliation via l'entreprise de télédiffusion d'Algérie (TDA)".

Dans le même contexte, M. Bouslimani a tenu à rappeler que le ministère encourage l'information de proximité à travers les cycles de formation qui ont réuni récemment les chargés de communication dans différentes wilayas avec des journalistes, afin de "changer de vision et travailler ensemble pour fournir au citoyen l'information juste et fiable".

Le ministre de la Communication a affirmé que les résultats positifs obtenus par l'Algérie dans tous les domaines sont le fruit de l'adhésion du peuple algérien, notamment les jeunes, à la vision du changement global prônée par le président de la République, en adoptant le discours sincère et objectif".

## OBSERVATOIRE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

## Lancement de la première Consultation nationale sur l'action de l'ONSC (Benbraham)

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham a annoncé, lundi depuis Illizi, que la première Consultation nationale sur le développement de l'action de cet organe, sera lancée mardi.

Présidant le lancement des activités du Forum national de la société civile pour le dialogue, la citoyenneté et le développement local, M. Benbraham a déclaré que "la première Consultation nationale avec une approche participative, sur le développement du travail de cette instance, sera lancée mardi".

La participation à cette Consultation sera

ouverte à plus de 124.000 associations à travers le pays, via une application pour accéder au site de l'Observatoire National de la Société Civile pour répondre à cinq éléments stratégiques qui constitueront la plus importante étape dans le développement du travail de l'Observatoire pour l'année 2023, a expliqué M. Benbraham.

A cette occasion, le même responsable a souligné que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait appelé au dialogue, considéré comme l'un des mécanismes de la gouvernance, soulignant que "le dialogue au forum de la société civile", doit être basé sur la liberté responsable et la

## IMPORTATION DES LÉGUMINEUSES

## Rezig : "l'exclusivité de l'importation par l'OAIC protégera la production nationale et le pouvoir d'achat"

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé, lundi à Alger, que l'exclusivité de l'importation des légumineuses par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), permettra de protéger la production nationale de cette filière et préserver le pouvoir d'achat du citoyen.

Dans une déclaration à la Télévision algérienne, M. Rezig a fait savoir que la décision d'accorder l'exclusivité à l'OAIC pour importer les légumineuses, prise récemment, concernait les produits destinés aux industriels, ajoutant qu'elle venait compléter la même décision prise l'année écoulée relative à l'achat pour la revente en l'état.

Cette décision vise à mettre un terme à l'importation "aléatoire" qui a impacté la production nationale dans le domaine des légumineuses, notamment après que les agriculteurs ont réalisé, ces dernières années, une production importante, précise le ministre qui a souligné, dans ce sens, les efforts déployés par l'Etat pour la relance de cette filière, notamment à travers l'augmentation des superficies dédiées à cette agriculture et des prix d'achat de céréales.

La décision s'inscrit également dans le cadre des efforts visant la réalisation de la sécurité alimentaire, où l'Etat a réussi, à travers l'OAIC, à maîtriser les opérations d'approvisionnement du marché et à



intervenir pour subventionner les prix en cas de hausse des prix dans les marchés internationaux.

Elle permet également d'éviter toute anomalie en ce qui concerne l'alimentation du marché en légumineuses et de préserver le pouvoir d'achat du citoyen, a poursuivi M. Rezig. Le ministre a ajouté que le Gouvernement avait pris la décision d'octroyer l'exclusivité des importations à l'OAIC l'année dernière, mais avait décidé de la mettre en œuvre progressivement, sur deux étapes, la première phase (appliquée en 2022)

relative aux produits destinés à la vente en l'état, tandis que la deuxième phase (qui s'applique à partir de 2023) concerne les légumineuses destinées à la production par les industriels.

M. Rezig a souligné que cette décision n'entraînera aucune fluctuation dans l'approvisionnement du marché national, compte tenu de l'efficacité de ce mécanisme, qui a été mis en place à partir de l'année dernière 2022 en ce qui concerne les céréales.

L'année dernière, le gouvernement avait décidé d'accorder l'exclusivité d'importa-

tion des céréales à l'OAIC, sans qu'il n'y ait "d'impact sur le marché, vu que les industriels de ce domaine poursuivent leurs activités. Aucune fermeture n'a été enregistrée", selon le ministre, qui ajoute dans le même sens que les produits de la semoule, de la farine et les pâtes sont disponibles à des prix stables, malgré leur flambée sur les marchés mondiaux, grâce à la subvention de l'Etat". Le ministre a souligné que la décision d'attribuer l'exclusivité d'importation à l'OAIC ne priverait pas les commerçants locaux de s'approvisionner sur les marchés internationaux, affirmant que les établissements spécialisés en la matière poursuivront leur activité et que toutes les quantités dont elles ont besoin leur seront fournies par l'Office. A ce propos, le ministre a appelé tous les industriels de la filière des légumineuses au nombre d'une dizaine, à prendre attache avec l'OAIC afin d'arrêter leur programme d'importation, en fonction de leur besoins, et de discuter des formules appropriées pour la mise en œuvre de cette décision.

## TOURISME

## M. Hamadi s'engage à promouvoir davantage le tourisme de montagne

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, a réitéré lundi à Bouira son engagement à accompagner les différents acteurs et investisseurs pour développer davantage et promouvoir le tourisme de montagne à travers le pays.

Au cours de sa visite de travail à Bouira, où il a inspecté plusieurs structures relevant de son secteur, le ministre s'est engagé à œuvrer pour booster le tourisme de montagne qui draine "des milliers de touristes et de visiteurs", notamment dans des "merveilleux" sites comme Tikjda.

"Nous avons donné des instructions pour accompagner les différents acteurs pour promouvoir et préserver ce tourisme dont l'Algérie renferme d'importantes potentialités, que nous devrions exploiter", a déclaré M. Hamadi lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite à Tikjda. Le ministre a reconnu toutefois "le manque de structures d'hébergement", tout en réaffirmant sa "volonté de travailler pour encourager l'héberge-

ment chez l'habitant. Dans ce cadre, M. Hamadi a visité quelques gîtes aménagés par des habitants de Taghzout et Saharidj (Est de Bouira) avec l'aide de l'Etat en vue d'accueillir les touristes désirant visiter la région.

"A Bouira, les autorités ont reçu déjà 18 demandes, dont huit (8) ont déjà été validées.

Il s'agit d'une bonne alternative pour accueillir le touriste chez l'habitant", a souligné le ministre lors de son inspection d'un gîte réhabilité à Ath Hamad (Saharidj), après avoir visité le site touristique de Tala Rana (Nord-est de Bouira).

A une question de l'APS relative à l'aménagement de la zone touristique de Tala Rana, le ministre a répondu qu'"il est nécessaire d'abord de revoir et d'adapter certaines lois de façon à ouvrir le site de Tala Rana au public, mais avec le respect strict de l'environnement et de la nature, d'autant plus que le site relève aussi du Parc national du Djurdjura (PND)". M. Hamadi s'est montré optimiste quant à l'avenir du tourisme de

montagne en Algérie, où "toutes les conditions sont réunies pour le développer davantage", a-t-il estimé.

A l'entame de sa visite à Bouira, le ministre a inspecté un projet de réalisation d'un grand parc d'attraction et de loisirs lancé en plein centre-ville de Bouira pour un coût de plus de deux (2) milliards de dinars, selon le chef du projet.

Composé d'un hôtel, de deux spacieuses salles polyvalentes et de grandes aires de jeux, ainsi que d'une piscine, ce futur parc d'attraction et de loisirs, qui devra ouvrir ses portes aux visiteurs à partir du mois d'avril prochain, pourra accueillir jusqu'à 12.000 personnes par jour, et générer 210 postes d'emploi directs, selon les détails recueillis par l'APS au cours de cette visite.

A Tikjda, M. Hamadi a visité un autre gîte en cours d'aménagement par un investisseur privé, avant de se rendre au centre national de sport et de loisir (CNSLT), où il a visité quelques structures d'accueil.

forcer le rôle de la société civile au niveau local, ajoutant que l'Observatoire doit "être une locomotive qui marche vite et bien, dans la performance des responsables de la société civile". Cette rencontre, qui se poursuit durant deux jours dans la salle de conférences de la résidence officielle de la wilaya, comprenait des interventions portant sur les préoccupations des différentes associations, organisations et clubs actifs dans les communes de la wilaya d'Illizi, notamment en ce qui concerne les domaines de la santé, du tourisme, de l'éducation et du financement des clubs sportifs locaux.



## ORAN

## Journées d'information sur l'Ecole supérieure d'administration militaire

Des journées d'information sur l'Ecole supérieure d'administration militaire Moudjahid Akhamoukh Hadj Moussa d'Oran ont été ouvertes lundi au Centre régional d'information de la deuxième Région militaire.

Le Commandant adjoint de la deuxième Région militaire, le général major Laâfid Hassani, a supervisé le lancement de cette manifestation, organisée dans le cadre du programme annuel de communication du Commandement de l'ANP, saluant "le degré de professionnalisme et d'excellence que l'ANP a atteint dans tous les domaines, dont l'intendance, spécialité de l'Ecole supérieure d'administration militaire d'Oran, ainsi que le grand développement de la formation que cette école supérieure militaire offre".

"Ces journées d'information s'inscrivent dans le cadre de la politique du Commandement de l'ANP visant à rapprocher l'institution militaire du citoyen et à renforcer le lien armée-citoyen, ainsi que de faire connaître aux différentes franges de la société les nobles missions des différentes unités de l'ANP, dont l'arme d'intendance qui



joue un rôle important dans l'approvisionnement des différentes unités", a souligné le général major Laâfid Hassani.

De son côté, le Commandant de l'Ecole supérieure d'administration militaire, le général Gharbi Ahmed a indiqué, dans son allocution, que cette manifestation d'information de quatre jours vise à "faire connaître l'arme d'intendance aux citoyens et le rôle de l'école supérieure

dans la formation d'officiers compétents dans le domaine de l'intendance, bénéficiant de l'expérience importante de ses cadres et du grand soutien du Commandement de l'ANP et sa mise sous la tutelle pédagogique conjointe du ministère de la Défense nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique".

A cette occasion, une vidéo présentant cette école,

son organisation, ses filières de formation et ses disciplines, ainsi que les conditions d'accès, a été projetée.

Un aperçu détaillé de l'Ecole supérieure d'administration militaire a également été fourni aux citoyens, notamment aux étudiants universitaires, lors de la visite des ateliers organisés à l'esplanade du Centre régional d'information.

L'Ecole supérieure d'administration militaire a été créée en 1968 à Beni Messous (Alger) et a été fusionnée en 1971 avec l'Ecole de formation technique et de ravitaillement à El Harrach, pour être transférée en 1975 à son emplacement actuel dans la ville d'Oran.

Cet établissement avait été rebaptisé Ecole supérieure d'administration militaire en 2008, avant de porter le nom du défunt moudjahid Akhamoukh Hadj Moussa, à partir du 19 mars 2014.

## MILA

## Programme de plantation de 45.000 arbres fruitiers (Conservation des forêts)

La wilaya de Mila a bénéficié d'un programme de plantation de 45.000 arbres fruitiers résistants à la sécheresse, destiné aux agriculteurs désirant investir dans ce domaine, a-t-on appris lundi auprès des services de la Conservation des forêts.

Les agriculteurs intéressés par ce programme, dont la wilaya a bénéficié fin 2022, disposeront de pistachiers, d'abricotiers, d'amandiers, de caroubiers, de cerisiers et d'oliviers entre autres, provenant de pépinières agréées par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a indiqué, à l'APS, le chef du service d'expansion du capital animalier et de protection des terres de la Conservation des forêts, Tarek Chatouane. Selon le responsable, parmi les conditions exigées pour bénéficier de ce programme figurent la possession d'une terre d'une surface d'au moins un demi hectare et l'existence d'une source d'irrigation. Une commission spécialisée déterminera pour chaque bénéficiaire le nombre de plants à mettre en terre selon la surface de l'assiette et le type d'arbres sélectionnés (nombre de plants par hectare), a fait savoir le responsable. La wilaya a bénéficié également au titre de l'année précédente d'un autre programme pour l'encouragement de l'apiculture portant octroi de 10 ruches remplies pour chaque individu répondant aux conditions exigées.

Selon le responsable, les inscriptions sont ouvertes aux intéressés, qui n'ont qu'à se rapprocher des services des forêts.

## ALGER

## Risques d'asphyxie au monoxyde de carbone: la Direction de distribution de Bologhine poursuit ses campagnes de sensibilisation

La Direction de distribution de Bologhine relevant de la Société algérienne d'électricité et de gaz (Sonelgaz-Distribution), poursuit ses campagnes de sensibilisation aux risques d'asphyxie au monoxyde de carbone et aux moyens de prévention, a indiqué la Direction lundi dans un communiqué.

Sous le slogan "Pour un hiver chaud sans risques" et dans le cadre de son action de proximité, la Direction a mis en place un plan d'action au profit de ses clients et toutes les franges de la société, qui a été entamé avec les établissements éducatifs, les trois cycles confondus, à travers plusieurs communes à l'instar de Chéraga, Ouled Fayet, Ain Benian et Dely Brahim.

Dans ce sens, des séances de sensibilisation aux risques d'asphyxie au monoxyde de carbone et aux moyens de prévention ont été organisées pour les élèves, le personnel éducatif et les enseignants, en plus du service de contrôle technique du raccordement interne du gaz, en vue d'éviter tout éventuel risque, notamment en cette saison hivernale.

Dans le même cadre, la Direction a programmé des séances de sensibilisation dans des centres de formation professionnelle, à l'instar de ceux de Bab El Oued et de Ouled Fayet, mais aussi des journées ouvertes dans des endroits publics comme la place de Kettani et la Forêt de Bouchaoui, en plus des salles omnisports. La Direction n'a ménagé aucun effort pour mener à bien ces campagnes, à travers la distribution de dépliants aux citoyens dans les quartiers et les lotissements à Bouzareah, Beni Messous et Bab El Oued, en coordination avec l'APS, la Protection civile et la direction du commerce, avec la participation des instances de la société civile.

L'objectif de cette campagne, selon la Direction, est de créer une culture de maintenance périodique des chauffages, en sus de faire connaître son nouveau mécanisme qui consiste à "contrôler gratuitement le raccordement interne du gaz", et ce, en contactant le centre d'appel 3303 disponible 7j/7, en vue de préserver la sécurité des individus et des biens.

## OULED DJELLAL

## Exercice de simulation de la prévention des dangers des inondations

Les services de la protection civile de la wilaya d'Ouled Djellal en coordination avec le secteur opérationnel dépendant de la 4ème région militaire ont exécuté lundi dans le cadre du plan de secours 2023, un exercice de simulation sur la prévention des dangers des inondations.

Le plan de l'exercice comprend l'inspection du secteur opérationnel et la disposition de tous les secteurs concernés par l'intervention avant de se diriger vers la localité touchée Chaâoua située à proximité d'Oued Djeddi au chef-lieu de wilaya où ont eu lieu les opérations de secours et de sauvetage en plus de l'inspection du centre

proposé pour évacuer les familles sinistrées.

Ont pris part à l'exercice deux détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), un hélicoptère relevant des forces aériennes et des éléments de la protection civile, tout grade confondu, en plus de plusieurs secteurs comme les travaux publics, la santé, et l'Assemblée populaire communale APC d'Ouled Djellal.

Le commandant du secteur opérationnel militaire d'Ouled Djellal, le colonel Mohcène Abaydiya a précisé que la simulation organisée pour la première fois dans cette wilaya en coordination entre la protection civile et le

secteur militaire vise à "mettre en avant la coordination avec le corps militaire dans la gestion des crises et le renforcement du lien Armée-nation et à mettre aussi la lumière sur les efforts de l'ANP en cas de catastrophes".

L'exercice a pour but également de "maintenir le degré de la disposition permanente, et l'alerte des brigades participantes et de tester leur efficacité", a-t-il ajouté.

Ont assisté à l'exercice, le chef de l'exécutif local Aïssa Aziz Bouras, les autorités locales, le commandant du secteur militaire opérationnel et des représentants des parties partici-

## DJANET

## Début de l'approvisionnement des véhicules en "Sirghaz"

L'approvisionnement des véhicules en "Sirghaz" (Gaz de pétrole liquéfié GPL/C), a débuté lundi, au niveau d'une station-service à Djanet, relevant de la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal).

L'opération de mise en service a été présidée par le directeur du district commercial de Ghardaïa, en présence des autorités de la wilaya de Djanet.

Implantée au niveau du quartier "Tin-Khatma" dans la ville de Djanet, cette station dispose d'un réservoir de Sirghaz d'une capacité de stockage de 30 m3, destiné à approvisionner notamment les automobilistes qui fréquentent l'axe routier reliant Djanet à Illizi sur 460 km. L'opération, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Naftal, visant à assurer la distribution de ce type de carburant à travers

le pays, a affirmé le directeur du district commercial, Kamel Bediar, précisant que Naftal s'attèle à assurer l'approvisionnement de cette wilaya en Sirghaz, de manière régulière. Le directeur local du secteur de l'énergie Ali Lannassari a, pour sa part, indiqué que l'opération intervient en application des directives de l'Assemblée nationale et des hautes autorités du pays, pour garantir l'approvisionnement de divers produits énergétiques sur l'ensemble du territoire national.

Approchés par l'APS, des automobilistes ont, à cette occasion, salué l'opération qui permettra de réduire les déplacements vers des stations éloignées pour remplir leurs réservoirs en GPL, économique et moins coûteux, selon eux, par rapport à d'autres types de carburants existants.

La station dispose d'une cuve d'essence sans plomb,

d'une capacité de 70 m3, une autre de gasoil (80 m3), en plus d'un hangar de stockage d'une capacité de plus de 1.000 bouteilles de gaz butane et trois appa-

reils-distributeurs de carburants dotés d'un système de paiement électronique et tous les moyens de prévention des risques accidentels.

## TIARET

## Pose de la première pierre de 150 logements AADL

Un projet de réalisation de 150 logements de type location-vente AADL a été lancé lundi à Tiaret, lors d'une cérémonie à laquelle ont pris part le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Fayçal Zitouni, et des autorités locales, a-t-on appris auprès du wali, Ali Bouguerra.

M. Bouguerra a déclaré à la presse que ces logements constituent la dernière tranche du programme AADL dans la wilaya de Tiaret qui tire à sa fin et dont le taux de réalisation a atteint 98 %.

Il a assuré que les dossiers des demandes de logement seront examinés pour traiter les recours des souscripteurs habitant la ville de Tiaret, affectés vers des villes éloignées compte tenu de la volonté de la majorité des souscripteurs pour obtenir des logements au chef-lieu de wilaya.

Le wali a rappelé la décision de recevoir ceux ayant introduit des recours, à partir de jeudi au siège de la direction de l'AADL, pour traiter leurs doléances, au nombre de 280, pour changer

les sites d'affectation sur la base de la résidence de tout un chacun. Cette décision a été prise, lors de la réunion tenue ce lundi au siège de la direction de wilaya de l'AADL, ayant regroupé le Directeur général de l'Agence et les représentants des souscripteurs, en présence des autorités locales, selon les explications fournies par le wali.

La wilaya de Tiaret a bénéficié, dans le cadre des programmes AADL 1 et 2, d'un total de 7674 unités, réparties sur différentes villes.

Il a été par ailleurs décidé la reprise des travaux, à l'arrêt depuis des mois, de 300 logements de type LEA à Sougueur, Mahdia et Frenda, à l'indicateur de l'agence "AADL" et ce, dans les deux prochains mois.

Le wali a annoncé que qu'il sera procédé, durant cette année, à la distribution de plus de 3.000 lots de terrain et aides financières dans deux formules, celles de l'auto-construction et l'habitat rural groupé.

## RECYCLAGE

# Le recyclage des déchets au service de l'activité d'emballage (opérateurs)

La première édition du Salon de conditionnement, d'emballage et d'empaquetage des produits algériens destinés à l'exportation "Packaging Expo" qui se tient au Palais des expositions "Safex" à Alger reflète l'attachement des opérateurs dans ce domaine à relever le défi d'exportation, en vue de remédier à l'importation des matières premières à leur tête le papier et le carton à travers l'adoption du recyclage des déchets.

Plusieurs opérateurs participant à ce Salon ont mis l'accent dans des déclarations à l'APS, sur l'importance de la valorisation des déchets, d'autant que les pouvoirs publics encouragent cette activité dans le cadre du développement durable, relevant que certaines entreprises ont réussi à adopter les produits recyclés alors que d'autres ont entamé la réalisation d'unités spécialisées dans le recyclage. L'entreprise "Poussin Est", spécialisée dans la production des plateaux d'œufs à la wilaya de Batna est l'une des entreprises qui ont réussi dans le domaine de recyclage des déchets de papier. Elle utilise à 100% les matières premières provenant du recyclage dans la production de 4000 plateaux par heure grâce à une unité spécialisée dans le recyclage, a déclaré le gérant de l'entreprise, Achraf Bedida.

Il a expliqué que cette entreprise a été créée début 2020 à la faveur d'un crédit "Ettahadi" de la Banque de l'agriculture et de développement rural (BADR) et l'obtention d'une assiette foncière dans le cadre de l'investissement dans la zone des activités commerciales de la daïra de Merouana, ajoutant que

90% de la production est destinée à l'exportation vers la Tunisie "grâce aux facilitations offertes suite aux instructions du Président de la République". "Nous attendons l'octroi d'autorisation d'exploitation par la Direction de l'environnement de la wilaya de Batna pour élargir notre activité", a-t-il fait observer. L'entreprise "General emballage" a fait une nouvelle expérience de recyclage en vue de combler le manque d'opérateur en production de papier sur le marché local, selon la chargée de communication de l'entreprise Mohamed Bessa qui a affirmé que l'entreprise compte une filière spécialisée dans la collecte et le recyclage des papiers activant à travers les centres de collecte d'Alger, Sétif, Oran et prochainement Annaba, en attendant d'atteindre 15 centres à l'avenir.

L'intervenant a souligné que les dernières statistiques de l'Agence nationale des déchets (AND) fait état de 1,2 million de tonnes de déchets en papiers jetés annuellement en Algérie, et "de là notre but est de récupérer près de 400.000 tonnes de papiers par an pour assurer la matière nécessaire pour le fonctionnement de l'usine

de recyclage pour une durée de trois ans, appelée plus tard à approvisionner nos trois usines en matière première".

Pour sa part, le chargé de la commercialisation à l'entreprise Maghreb Emballage, Brahimi Mohamed Amine, a annoncé que l'entreprise a lancé, depuis deux ans, une unité de collecte des déchets de papiers qui a réussi à collecter 80.000 tonnes de ces déchets par an, en prévision du lancement, à l'avenir, d'une unité de recyclage pour renoncer à l'importation de la matière première.

La chargée de la commercialisation à l'entreprise Goura Emballage spécialisée dans la transformation du carton ondulé, Goura Donia a souligné que l'entreprise compte à 100% sur l'importation de la matière première "c'est-à-dire, elle œuvre actuellement à la collecte des déchets en papier et en carton et à leur exportation, car le marché local ne compte pas de producteurs de papier", soulignant que cette activité fait partie des objectifs futurs de l'entreprise, qui entrera cette année dans le monde de l'exportation vers 5 pays africains. Concernant l'emballage en plastique, dont la société pu-



blique d'extrusion plastique (Soexplast), dans la wilaya de Médéa, est pionnière, le chef du service marketing, Nadir Berrah, a révélé que la société recycle les déchets plastiques produits par les unités de production, ce qui représente 6% par an de la matière première totale, soulignant que la qualité du produit lui a ouvert la porte à l'exportation vers la Tunisie, la Libye et la Mauritanie. La société Kamoplast, spécialisée dans la production d'emballage en plastique, espère améliorer la qualité de la matière première produite par les entreprises algériennes de recyclage, étant donné que la société dépend actuellement entièrement

de l'importation d'intrants de production, selon le gérant de la société, Mohamed Mokaddem, qui a précisé que l'entreprise recycle ses déchets et les pompe dans les unités de production. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig avait inauguré, dimanche à Alger, la première édition du Salon de conditionnement, d'emballage et d'empaquetage des produits algériens destinés à l'exportation "Packaging Expo", organisé (du 12 au 15 février) par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), avec la participation de près de 50 sociétés activant en la matière.

## FINANCE ISLAMIQUE

## 3,5 milliards DA de crédits octroyés aux entreprises par la BNA en 2022 (DG)

La valeur des crédits octroyés aux entreprises par la Banque nationale d'Algérie (BNA), dans le cadre de la finance islamique, a atteint les 3,5 milliards de DA en 2022, a indiqué lundi le Directeur général (DG) de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou. M. Lebbou a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que la valeur des crédits octroyés aux entreprises par la BNA l'année dernière a connu une hausse de 220% par rapport à l'année 2021. S'agissant des autres crédits destinés aux entreprises, un taux de croissance de 14% a été enregistré en 2022, soit plus de 1.500 milliards de DA. Le chiffre d'affaires de la BNA a dépassé les 160 milliards de DA en 2022, soit 1,2 milliards de dollars, selon le DG, qui a souligné que la valeur des dépôts au niveau de la Banque, en matière de finance islamique, a atteint au 31 décembre 2022, plus de 21 milliards de DA. Plus de 2,5 millions de comptes sont enregistrés à cette Banque publique, dont le réseau bancaire compte 227 agences, avec 6 agences dédiées à la finance islamique et 65 guichets consacrés au même type de finance.

La BNA œuvre à élargir son réseau pour couvrir l'ensemble du territoire national à 100%, a précisé le même responsable, qui affirme que sa banque compte ouvrir de nouvelles filiales en Afrique.

A cela s'ajoute la banque algérienne créée en Mauritanie avec la participation de trois autres banques nationales à savoir la Banque extérieure d'Algérie (BEA), le Crédit populaire algérien (CPA) et la Banque de développement agricole (BADR) qui a obtenu en janvier dernier son registre de Commerce.

Une autre banque algérienne a été créée au Sénégal (en partenariat avec les mêmes banques) qui a obtenu en décembre 2022 son registre de Commerce, alors que la Commission bancaire de Dakar finalisera l'examen du dossier d'autorisation "dans les semaines à venir" pour entrer en exploitation, selon le même responsable.

## CRÉATION DE START-UP

## Lancement à partir de Tizi-Ouzou de la formation de plus de 500 formateurs

Un programme de formation de plus de 500 formateurs à travers le territoire national, pour encadrer les étudiants dans la création de leurs start-up, a été lancé lundi, à partir de l'université Mouhoud Mammeri de Tizi-Ouzou, ont annoncé les organisateurs dans un communiqué.

Selon le document diffusé par le Comité national de coordination pour le suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, ce programme de formation est organisé dans le cadre de la mise en application de l'arrêté ministériel n° 1275 du 27 septembre 2022, consistant en "un diplôme, une start-up/un diplôme, un brevet d'invention"

Des responsables d'incubateurs universitaires de start-up, de maisons de

l'entrepreneuriat, de Centres d'appui à la technologie et à l'invention, entre autres, seront formés dans le cadre de ce programme, lors de regroupements régionaux (Centre, Est, Ouest et Sud), a-t-on ajouté dans le document. Des programmes de formation agréés par le Comité national de coordination pour le suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires ont été peaufinés à cet effet, au profit des concernés qui seront formés dans différents domaines dont le "design thinking", "business model canvas" (BMC) et de la formation des formateurs (Training Of Trainers TOT), afin qu'ils puissent accomplir leur mission avec plus d'efficacité, a signalé la même source.

La formation de plus de 500 formateurs est la première phase du pro-

gramme qui sera suivi par une deuxième étape qui portera sur la formation de plus de 1.500, a-t-on ajouté, en précisant que le but de cette initiative est d'assurer aux étudiants concernés par l'arrêté ministériel 1275, une meilleure formation et le meilleur accompagnement.

La session de formation de Tizi-Ouzou concerne les formateurs de l'université de Bouira, Boumerdes, Bejaia, l'Ecole supérieure d'informatique de cette même wilaya (Bejaia) et l'Ecole nationale supérieure de technologie. Elle s'étalera sur trois jours. D'autres universités dont Alger 1, Blida 2, Adrar, Tlemcen, Oran, El Oued et Annaba, abriteront prochainement des sessions de formation dans le cadre de ce programme qui s'étalera jusqu'au 6 mars prochain, précise le communiqué.

## FILIERE LAIT À TIZI-OUZOU

## Une délégation parlementaire pour un état des lieux

Une délégation parlementaire provisoire d'information de l'Assemblée populaire nationale (APN), s'est rendue lundi à Tizi-Ouzou pour s'enquérir de l'état de la filière lait dans la wilaya. "Nous sommes ici pour nous enquérir auprès de tous les acteurs intervenants dans cette filière, des causes de la pénurie du lait de sachet subventionné et de la perturbation enregistrées ces derniers jours dans la distribution de ce produit de première nécessité", a déclaré le président de la délégation, Rabah Djedou.

Il a précisé que "le constat de cette inspection ainsi que des propositions de solutions

seront consignés dans un rapport qui sera remis au président de l'APN qui, à son tour, le soumettra aux pouvoirs publics pour contribuer à apporter les solutions adéquates aux contraintes enregistrées".

La délégation parlementaire qui a entamé son travail par les directions locales des services agricoles (DSA) et du commerce, où des exposés lui ont été présentés sur l'état de la filière lait dans son ensemble, a effectué également des visites à certaines laiteries et s'est entretenue avec des éleveurs et des distributeurs. Concernant la perturbation dans la distribution du lait enregistrée ces derniers

jours, la chargée de gestion de la direction du commerce, Hayet Benmakhlouf, l'a imputée aux intempéries enregistrées dans la wilaya.

"La principale laiterie fromagère, Tassili, de Draa Ben Khedda, qui couvre 80% des besoins de la wilaya avait carrement doublé sa production durant cette période où il y avait une forte demande et, partant, avait épuisé son quota de poudre de lait, d'où la perturbation enregistrée plus tard", a-t-elle expliqué.

Mme Benmakhlouf a indiqué, à l'occasion, que les besoins de la wilaya s'élèvent à 544.000 litres/jour alors qu'elle ne reçoit que l'équivalent de 288.000 litres/jour,

qui sont répartis à travers les 12 laiteries fromagerie que compte la wilaya.

Les parlementaires se sont rendus à la laiterie Tassili de Draa Ben Khedda où des explications sur le fonctionnement de la chaîne de production et les contraintes rencontrées leur ont été fournies. Ils ont également effectué des visites similaires à trois autres laiteries, Paturage d'Algérie, Matinale et Le Semeur. Il est prévu que la même délégation se rendra, demain mardi, aux laiteries Tifra-Lait, Atouche-Lait et Mekla-lait sites respectivement à Tizirt, Makouda et Souamaa, dans le même objectif.



## PÉTROLE

## Le prix du Brent clôture à 86,61 dollars

Les cours du pétrole ont progressé lundi, toujours stimulés par l'annonce d'une baisse de la production russe à partir de mars, qui a raffermi un marché toujours préoccupé par la demande occidentale.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a gagné 0,25%, pour clôturer à 86,61 dollars. Quand au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en mars, il a pris 0,52%, à 80,14 dollars.

Pour Matt Smith, analyste de Kpler, les opérateurs continuent de digérer la perspective d'une réduction de production, à partir de mars, de 500.000 barils par jour par la Russie, annoncée vendredi.

Une fois intégrée la nouvelle, "les implications à plus long terme dépendront d'à quel point les baisses vont se traduire par une contraction des exportations, sur un marché déjà tendu", ont commenté, dans une note, les analystes d'Eurasia Group. Ils rappellent que les exportations russes par voie maritime ont reculé, sur les quatre dernières semaines, de 200.000 barils par jour, soit plus de 5%.

Pour Michael Lynch, de Strate-

gic Energy & Economic Research, la Russie devrait réduire l'utilisation de ses raffineries, faute de demande suffisante pour les produits pétroliers, dont l'Europe était jusqu'ici l'un de ses clients les plus importants.

Cela pourrait contribuer à soutenir les prix des produits raffinés, actuellement déprimés par la faible demande aux États-Unis et en Europe, consécutive à un hiver clé-



## MARCHÉS BOURSISERS

## Reprise de la vigueur avant l'inflation américaine

Les marchés mondiaux ont repris de la vigueur lundi après les pertes de la semaine passée, mais la tendance reste précaire avant les chiffres de l'inflation américaine, qui doivent être publiés mardi.

Wall Street a avancé de 1,11% pour le Dow Jones, de 1,14% pour le S&P 500 et de 1,48% pour le Nasdaq, à dominante technologique. En Europe, Paris a pris 1,11%, revenant au-dessus des 7.200 points, Londres 0,76% pour terminer à 7.942,72 points, son nouveau plus haut en clôture et proche de son record absolu pas dépassé lundi (7.949,57 points). Francfort a gagné 0,58%, Milan 0,63%. La tendance dessinée lors de la séance ne pèsera toutefois pas très lourd mardi au moment de la publication des chiffres de l'inflation aux États-Unis en janvier avec l'in-

dicateur CPI. "C'est à ce moment-là qu'il faudra voir si la volonté d'achat est toujours présente", commente Konstantin Oldenburger, analyste à CMC Markets. Après plusieurs mois de baisse, les investisseurs se montrent prudents. "La vigueur persistante du marché du travail américain", comme aperçu encore lors des derniers chiffres en début de mois, "ralentit probablement le rythme de la baisse de l'inflation" explique Richard Flax, chef de l'investissement à Moneyfarm.

Un faible taux de chômage donne plus de poids aux salariés pour négocier des hausses de salaire, un des éléments moteur de la hausse des prix. La semaine passée, les indices S&P 500 et Nasdaq de Wall Street, ainsi que les Bourses de Paris et

Francfort ont connu leur pire performance hebdomadaire depuis le début de l'année. Sur le marché obligataire, les taux sur les bons du Trésor américains à dix ans se sont un peu détendus à 3,70% vers 21H30 GMT contre 3,73% vendredi.

En Europe, la Commission européenne a revu en hausse sa prévision de croissance pour la zone euro en 2023 à 0,9% (+0,6 point) et estimé qu'elle devrait "éviter de peu" une récession cet hiver. Elle a aussi abaissé sa prévision d'inflation pour cette année à 5,6%. La banque Credit Suisse a terminé en baisse de 4,78%, restant encore proche de ses plus bas historiques avec une action valant 2,73 euros. Le groupe tente de se relever d'une série de coûteux scans-

seurs lors de ses résultats la semaine dernière. Les autres banques européennes étaient aussi peu dynamiques, comme BNP Paribas (-0,42%), Lloyds (-0,41%), Unicredit (-0,18%).

Du côté du pétrole et de l'euro, les prix du pétrole ont terminé en légère hausse mais cédaient du terrain dans les échanges d'après clôture.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a gagné 0,25%, pour clôturer à 86,61 dollars. Quand au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en mars, il a pris 0,52%, à 80,14 dollars.

L'euro montait de 0,40% à 1,0721 dollar. Le bitcoin reculait de 0,58% à 21.612 dollars.

## La Bourse de Tokyo confiante avant l'inflation américaine

La Bourse de Tokyo a ouvert mardi dans le vert, encouragée par les gains de la veille à Wall Street en attendant les données de l'inflation de janvier aux États-Unis, qui seront publiées plus tard dans la journée. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,73% à 27.626,90 points après 01H00 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,74% à 1.992,26 points. Wall Street a résolument avancé lundi, comptant sur une bonne nouvelle du côté

de l'indice d'inflation CPI, qui devrait avoir ralenti en janvier sur un an. Les investisseurs à Tokyo attendaient aussi mardi la confirmation par le gouvernement nippon de sa décision de nommer l'universitaire Kazuo Ueda, 71 ans, à la tête de la Banque du Japon (BoJ). Ce choix surprise avait fuité vendredi dernier dans les médias locaux, ce qui avait brièvement fait monter le yen. Le PIB japonais a par ailleurs modestement re-

bondi au quatrième trimestre (+0,2% sur un trimestre), selon des chiffres préliminaires publiés avant l'ouverture de la Bourse, inférieures aux attentes. Du côté des valeurs, le titre Toyota s'appréciait de 0,55% à 1.887 yens. La veille, son futur PDG Koji Sato a clairement fait savoir que le groupe comptait résolument accélérer dans le segment électrique, estimant que le géant automobile avait eu un "problème de communi-

cation" sur sa stratégie en la matière jusqu'à présent.

Du côté des devises et du pétrole, le yen remontait légèrement par rapport au dollar, à raison d'un dollar pour 132,10 yens vers 01H00 GMT contre 132,42 yens lundi à 21H00 GMT. La monnaie japonaise s'appréciait aussi face à l'euro, qui valait 141,83 yens contre 141,99 yens la veille. Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0731 dollar contre 1,0723 dollar

lundi à 21H00 GMT. Le marché du pétrole évoluait en net repli, alors que selon plusieurs médias les États-Unis vont mettre sur le marché 26 millions de barils de leurs réserves stratégiques, pour contrecarrer les effets sur les prix de l'or noir de la prochaine réduction de la production russe et de la reprise de la demande chinoise. Vers 01H00 GMT le baril de WTI américain lâchait ainsi 1,12% à 79,24 dollars.

## INDE

## Le taux d'inflation grimpe à 6,52 % en janvier

Le taux d'inflation en Inde a franchi le seuil supérieur fixé par la Reserve Bank of India (RBI) pour atteindre un sommet de trois mois de 6,52 % en janvier, principalement en raison d'une flambée des prix des denrées alimentaires.

Le taux d'inflation basé sur l'indice des prix à la consommation (IPC) est passé à 6,52 % en janvier, contre 5,72 % en décembre, selon les données du gouvernement publiées lundi.

Des économistes s'attendent à ce que l'inflation reste au-dessus de la fourchette de tolérance de la RBI de 2% à 6% pour les deux prochains mois. La RBI a relevé, mercredi dernier, son taux directeur de 25 points de base à 6,5%, tout en laissant la porte ouverte à un resserrement supplémentaire. L'économie du pays de 1,4 milliard d'habitants devrait croître de 6,0% à 6,8% au prochain exercice, a déclaré le gouvernement, plus lentement que la croissance de 7% prévue dans un contexte de baisse de la demande mondiale. Le Fonds monétaire international a prévu un taux de croissance de 6,1% pour l'économie indienne au cours du prochain exercice financier d'avril 2023 à mars 2024, et de 6,8% au cours de l'exercice suivant. Selon l'institution monétaire internationale, une demande intérieure résiliente contribuera à maintenir de tels taux de croissance au cours des deux prochains exercices.

APS

## JAPON

## L'économiste Kazuo Ueda désigné pour gouverner la Banque centrale

Le professeur d'économie Kazuo Ueda, 71 ans, a été désigné mardi par le gouvernement nippon pour devenir le prochain gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), une tâche s'annonçant très difficile après dix ans d'une politique ultra-accommodante.

La désignation de M. Ueda a été annoncée dans un document du gouvernement transmis à des journalistes au Parlement. La validation ultérieure de ce choix par les parlementaires ne fait

aucun doute étant donné la large majorité dont dispose la coalition au pouvoir dans les deux chambres.

M. Ueda, dont le mandat doit commencer en avril, est un éminent universitaire qui a déjà siégé au conseil de politique monétaire de la BoJ de 1998 à 2005. Décrit comme prudent et réfléchi, mais aussi comme un bon communicant, il arrive à un moment charnière pour la BoJ: sa politique monétaire ultra-accommodante dans le contexte

mondial d'inflation élevée et de hausses de taux semble condamnée, mais la détricoter sans causer trop de dommages s'annonce extrêmement périlleux. Selon le journal Nikkei, le gouvernement souhaitait initialement désigner l'actuel gouverneur adjoint de la BoJ, Masayoshi Amamiya. Mais celui-ci aurait refusé le poste suprême, s'estimant mal placé pour réexaminer une politique monétaire dont il a été l'un des principaux architectes.

## Mini-rebond du PIB au 4T, inférieur aux attentes (+0,2%)

Le PIB du Japon a timidement rebondi au quatrième trimestre (+0,2% sur un trimestre), soutenu par la consommation des ménages et le retour des touristes étrangers après la levée des restrictions sanitaires aux frontières, selon des chiffres préliminaires publiés mardi.

Le consensus d'économistes de l'agence Bloomberg s'attendait à un rebond un peu plus marqué (+0,5%) sur la période octobre-décembre après une légère contraction de 0,3% en juillet-septembre, en données réelles et ajustées

des variations saisonnières.

La consommation des ménages a progressé de 0,5% au quatrième trimestre, alors que les dépenses dans les services ont été stimulées par des subventions publiques encourageant le tourisme intérieur. Les visiteurs étrangers ont par ailleurs commencé à revenir en masse au Japon après la levée totale des restrictions à l'entrée du pays en octobre.

La contribution au PIB du commerce extérieur a aussi été positive par rapport au trimestre précédent, grâce à

une amélioration des exportations et une baisse du poids des importations sur fond d'une remontée du yen et du reflux des prix mondiaux des hydrocarbures. Sur l'ensemble de l'année 2022, le PIB nippon a augmenté de 1,1%, marquant ainsi une deuxième année de croissance consécutive après le plongeon provoqué en 2020 par la pandémie.

Les incertitudes sont élevées sur l'évolution du PIB nippon en ce début d'année, sur fond d'une inflation actuellement élevée dans le pays

(4% en décembre, un record national depuis 41 ans) et le ralentissement de l'économie mondiale qui devrait peser sur ses exportations. L'économie japonaise devrait en revanche profiter cette année de la réouverture de la Chine et de nouvelles mesures de soutien du gouvernement récemment entrées en vigueur, selon les économistes. Fin janvier, le Fonds monétaire international (FMI) a ainsi révisé en hausse sa prévision de croissance pour le Japon en 2023, à 1,8% contre 1,6% trois mois auparavant.

## ENVIRONNEMENT

## Le ministère de l'Environnement relancera des projets du secteur non encore réalisés

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Samia Moualfi, a affirmé lundi à Mostaganem que son département relancera les projets non encore réalisés depuis des années en veillant à l'évaluation, au suivi et au respect des procédures juridiques et des délais impartis.

En procédant à la relance du projet de réhabilitation et d'aménagement du jardin "Emir Abdelkader" du centre-ville de Mostaganem, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, la ministre a indiqué que ces projets devraient contribuer à améliorer le cadre de vie des citoyens, ajoutant que la réhabilitation de cet espace à caractère distingué et son couvert diversifié abritant 50 espèces végétales contribuera à offrir un espace de loisirs et de repos ainsi qu'un champ de recherche scientifique aux étudiants et universitaires.

Ce projet, financé par le Fonds national de l'environnement et du littoral, dont une enveloppe de 40 millions DA a été octroyée, s'ajoutera à trois autres projets affectés à la wilaya.

Il s'agit de l'élimination et de la réhabilitation de la décharge illicite de la commune d'Achaacha, la préservation des dunes de sable de la zone Châaibia de Cap Ivy (commune de Ben Abdelmalek Ramdane), et l'acquisition et la mise en service de la station de traitement des déchets.

Ces projets ont bénéficié d'une enveloppe totale de 420 millions DA, selon les explications fournies par les responsables du secteur.

Après avoir rappelé les nouveaux textes législatifs visant à la décentralisation et la libération des initiatives des collectivités locales notamment en ce qui concerne le classement des jardins et des espaces verts, la ministre a salué les efforts des autorités de la wilaya de Mostaganem qui ont réussi le pari de préserver ces espaces et réalisé les trois objectifs environnementaux, économiques et récréatifs élaborés par le ministère.

Dans ce contexte, Mme Moualfi a inspecté le jardin du 20 août 1955-1956, dominant la ville de Mostaganem, qui a fait récemment l'objet de travaux d'aménagement ainsi que le parc zoologique et d'attractions "Mostaland", dont le nombre de visiteurs a dépassé, l'année dernière, les 1,200 million de visiteurs, ainsi que le site de "la forêt d'or", dans le quartier d'El Houria.

En inspectant le centre d'enfouissement technique d'El Hachm, la ministre a appelé les jeunes à contribuer dans l'économie circulaire par la création de start-up, notamment dans les activités de recyclage des déchets comme elle les a invité à proposer des solutions innovantes aux différents défis du secteur, tout en mettant l'accent sur le rôle du citoyen et des médias dans la sensibilisation à l'environnement et l'économie verte.

Au cours de sa visite à la Maison de l'Environnement, la ministre a supervisé une cérémonie de signature de plusieurs conventions entre les services centraux du Ministère, l'Agence nationale des déchets, le Centre national des technologies de production plus propres, et le Centre d'enfouissement technique de Mostaganem concernant le transfert de gestion, la modernisation et l'exploitation optimale de cette infrastructure.

## APN

## Présentation du projet de loi relatif à la prévention et à la répression de l'usage de stupéfiants et de substances psychotropes

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a présenté, lundi, un exposé sur le projet de loi modifiant et complétant la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes devant la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Le ministre a, lors de la présentation, précisé que le projet de loi stipulait "la mise en place d'une stratégie nationale pour la prévention de ces crimes, basée sur le renforcement du rôle des mosquées, des centres culturels et sportifs, des maisons de jeunes et des médias dans l'opération de sensibilisation à l'impact des stupéfiants et des substances psychotropes".

La mission de mise en place de cette stratégie nationale, ajoute le ministre, sera attribuée à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), en coordination avec tous les intervenants en la matière, à l'instar des différents secteurs ministériels et de la société civile, et ce, après son adoption par le Gouvernement.

M. Tabi avait également souligné que la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, en vigueur depuis 2004, a démontré "plusieurs lacunes et vides juridiques à prendre en charge par le nou-



veau projet de loi notamment celles relatives à la classification des drogues et des psychotropes qui s'ajoutent à l'absence de dispositions relatives à la coopération internationale, au niveau de l'actuelle mouture, alors que ces crimes sont souvent transfrontaliers".

Le nouveau texte de loi prévoit la révision des dispositions relatives aux mesures thérapeutiques à travers "un suivi particulier des prévenus

mineurs qui observent une cure de désintoxication, à l'encontre desquels les poursuites judiciaires seront abandonnées s'ils suivent ce traitement avant la mise en mouvement de l'action publique ou leur exemption de sentences s'ils poursuivent ce traitement après la mise en mouvement de l'action publique".

Il prévoit, en outre, la révision des dispositions pénales, à travers "l'instauration d'une protection spéciale pour les

pharmaciens par l'introduction de peines contre toute personne tentant l'obtention des psychotropes par la menace ou l'agression".

Parmi les dispositions pénales sévères contenues dans le projet de loi, figure une peine de prison allant jusqu'à 30 ans si l'auteur est un agent public dont la fonction a facilité le crime.

La peine sera portée à la perpétuité si tels actes sont commis par un groupe criminel organisé.

Pour renforcer les mécanismes d'investigation, le projet de loi donne au procureur de la République ou au juge d'instruction "les prérogatives d'autoriser la police judiciaire de localiser la position géographique des mis en cause, des coupables, l'élément du crime ou n'importe quelle marchandise ou autres ayant trait au crime et ce à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication via le système informatique ou la mise en place de moyens techniques destinés à cet effet".

## NÂAMA

## Lancement de deux caravanes de solidarité et médicale

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a supervisé lundi à Nâama le lancement d'une caravane de solidarité et une autre médicale au profit de familles nécessiteuses nomades de la wilaya.

Dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, la ministre a donné le coup d'envoi de deux caravanes, organisées par le secteur de l'action sociale en collaboration avec les Directions de la santé et de la Protection civile.

La première a acheminé des colis alimentaires, des vêtements, des couvertures et des équipements pour les personnes aux besoins spécifiques au profit de 500 familles nécessiteuses.

Les membres de la deuxième caravane prodigueront des examens médicaux spécialisés aux patients résidant dans des régions éloignées et mèneront des actions de sensibilisation et de prévention du cancer du sein et de la grippe saisonnière.

A cette occasion, Mme Krikou a évoqué l'importance d'organiser de telles initiatives en coordination avec les cellules de proximité de solidarité affiliées à son secteur pour venir en aide aux population ns

des zones reculées qui en ont grandement besoin, notamment en période hivernale, et diagnostiquer plusieurs maladies chez les femmes, les personnes âgées et autres.

Lors de son inspection d'une classe spéciale pour les personnes aux besoins spécifiques, à l'école "Amani Ahmed" à Nâama, Mme Krikou a souligné le rôle des parents dans le développement des capacités de leurs enfants atteints d'autisme, de trisomie, de troubles mentaux légers et de déficiences auditives, et de travailler à leur réadaptation pour l'étape préscolaire et, plus tard, rejoindre des classes spécialisées afin de les aider à s'intégrer dans les établissements scolaires.

La ministre a mis l'accent sur les efforts de son secteur et sa contribution au soutien psychologique et pédagogique de cette frange et son intégration dans l'enseignement scolaire ordinaire, ainsi que la fourniture de toutes les capacités et de l'encadrement nécessaires et spécialisés pour assurer l'éducation des personnes aux besoins spécifiques, aux handicaps différents, au niveau de 236 établissements spécialisés, 17 annexes et 1.194 classes spéciales à travers le pays.

D'autre part, la ministre a supervisé la cérémonie de signature d'une convention

de partenariat entre la Direction de l'action sociale et de la solidarité et celle de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya.

En vertu de cette convention, il est prévu l'organisation de campagnes de sensibilisation dans le domaine de la prise en charge de franges spéciales, les femmes au foyer et les femmes rurales à chaque rentrée professionnelle.

L'accord prévoit l'organisation de formations qualifiantes et d'autres sanctionnées par un certificat, en coordination entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les établissements spécialisés affiliés au secteur de la solidarité de la wilaya.

Lors de sa visite au salon des femmes productives, la ministre a réaffirmé l'importance d'ouvrir des filières de formation compatibles avec les qualifications des femmes rurales et les spécificités pastorales et agricoles de la wilaya, le but étant l'accompagnement des femmes productives afin de l'optimiser leur contribution dans les activités économiques.

Mme Krikou a également honoré un certain nombre d'artisans rurales et d'associations de femmes de diverses communes de la wilaya de Nâama.

## JUSTICE

## Alger : deux ans de prison ferme contre deux accusés pour avoir mis la vie des voyageurs en danger à Douera (communiqué)

Le Tribunal de Koléa (Tipasa) a condamné, lundi, deux chauffeurs de bus pour avoir mis la vie des voyageurs en danger à Douera (Sud d'Alger), de deux ans de prison ferme avec annulation de leurs permis de conduire, indique un communiqué du même tribunal.

Selon le communiqué, "le tribunal a rendu un jugement condamnant les deux mis en cause d'une peine de deux ans de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 da

avec interdiction d'exercer l'activité de transport public des personnes pour trois (03) ans et annulation de leurs permis de conduire".

Les jugements ont été rendus suite à la poursuite judiciaire contre les deux chauffeurs de bus (B.R) et (M.I) impliqués dans une affaire de manœuvres et de dépassements dangereux, mettant en danger la vie des passagers, au niveau de la Route nationale (RN) 36 reliant Baba Hassan et Douera en date du 30 janvier dernier. Le juge pénal près le tribu-

nal de Koléa (Tipasa) avait ordonné, le 31 janvier 2023, le placement en détention préventive de deux individus pour avoir mis la vie des voyageurs en danger.

Après présentation de s mis en cause devant le parquet de la République du tribunal de Koléa, ils avaient été déferés devant la section des délits, conformément aux procédures de comparution immédiate, et ce, pour "exposition de la vie d'autrui en danger".

Le juge pénal a décidé de reporter le pro-

cès jusqu'au 6 février, avec ordre de placer les deux individus en question sous mandat de dépôt.

Cette affaire intervient dans le cadre de la lutte contre les accidents de la route, notamment les dépassements dangereux et irresponsables de certains conducteurs de bus de transport des voyageurs, pouvant porter atteinte à l'intégrité physique des individus, conclut la même source.



## ETATS UNIS

## Des experts du climat poussent pour un coût social du carbone révisé à la hausse

Environ 400 experts du climat ont signé lundi une lettre visant à soutenir une proposition du gouvernement américain, qui envisage de plus que tripler le coût social du carbone, un indicateur clé servant à quantifier les dommages causés par les émissions de CO2 notamment.

Actuellement, le coût d'une tonne de CO2 additionnelle relâchée dans l'atmosphère est estimé à 51 dollars par l'administration américaine.

Une proposition de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) envisage de le porter à 190 dollars.

"Nous avons hâte que ces estimations plus robustes soient finalisées sans tarder, afin qu'elles puissent être incorporées dans les prises de décision des agences fédérales", ont souligné les experts dans leur lettre, en relevant que ce coût était certainement encore sous-estimé.

Le coût social du carbone permet de mieux guider les décisions politiques de lutte contre le changement climatique, en permettant de comparer les bénéfices tirés de certaines mesures (normes pour les centrales électriques...), par rapport aux dépenses engagées.

Les experts du climat s'accordent sur son importance pour encourager la baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Il prend en compte les dommages causés aux biens (par exemple aux maisons et infrastructures face à des



inondations ou des incendies plus fréquents...), à la santé des populations, mais aussi les pertes économiques dans le secteur de l'agriculture notamment, ou encore les changements causés sur le système énergétique.

Sous l'administration Trump, ce coût avait été réduit à un seul chiffre, avant d'être réévalué par le gouvernement de Joe Biden, qui l'a fixé à 51 dollars tout en reconnaissant qu'il était probablement sous-estimé.

L'EPA a publié en fin d'an-

née dernière un rapport préliminaire contenant cette révision à 190 dollars.

Il réévalue également le coût social du méthane.

Ce rapport a été soumis à une période de commentaires publics, qui s'est terminée lundi.

Le calendrier d'une potentielle adoption future reste incertain.

La lettre a été envoyée lundi par l'Union des scientifiques préoccupés (UCS).

Parmi les signataires se trouvent notamment les

scientifiques Michael Mann (professeur au sein du département de sciences environnementales de l'université de Pennsylvanie), Andrea Dutton (université du Wisconsin-Madison), Don Wuebbles (Université de l'Illinois), mais aussi des économistes (Linda B ilmes, Eric Maskin, Gary Yohe)...

En septembre 2022, des experts avaient publié une étude dans la revue scientifique Nature évaluant le prix social du carbone à 185 dollars.

## Trois morts dans une fusillade dans un campus à Detroit

Trois personnes ont été tuées et cinq blessées lundi par un homme qui a ouvert le feu dans un campus à Lansing, à l'ouest de Detroit aux Etats-Unis, avant de prendre la fuite, a annoncé la police.

"Nous avons trois décès confirmés. Ceci s'ajoute aux cinq victimes qui ont été transportées à l'hôpital", a tweeté la police de l'Université d'Etat du Michigan.

Le suspect a ouvert le feu peu après 20h00 (01h00 GMT mardi) dans un bâtiment de l'université, avant de se déplacer à pied vers un autre bâtiment où des coups de feu ont également été entendus, a déclaré Chris Rozman, chef par intérim de la police du campus. Selon lui, plusieurs des blessés sont dans un état cri-

tique. La police a diffusé des photos du suspect, un homme noir de petite taille portant une veste en jean, des chaussures rouges et une casquette de baseball. "Nous avons actuellement des centaines de policiers et de représentants des forces de l'ordre - de l'Etat, locaux et fédéraux - sur le campus qui travaillent dans un effort coordonné pour assurer la sécurité du campus et identifier et appréhender le suspect", a affirmé M. Rozman.

La police est rapidement arrivée sur les lieux et a ordonné aux étudiants et au personnel du campus de se confiner.

L'université a suspendu toute activité pour 48 heures. "Ce soir, entourons de nos bras la communauté spartiate", a

tweeté la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer en faisant allusion au logo de l'université, un casque de guerrier grec.

Les Etats-Unis paient un très lourd tribut à la dissémination des armes à feu sur leur territoire et à la facilité avec laquelle les Américains y ont accès. Le pays compte davantage d'armes individuelles que d'habitants: un adulte sur trois possède au moins une arme et près d'un adulte sur deux vit dans un foyer où se trouve une arme.

La conséquence de cette prolifération est le taux très élevé de décès par arme à feu aux Etats-Unis, sans comparaison avec celui des autres pays développés.

## L'auteur de la fusillade s'est suicidé

Le tireur qui a fait trois morts et au moins cinq blessés lundi sur un campus à Lansing, à l'ouest de Detroit aux Etats-Unis, s'est donné la mort après une vaste chasse à l'homme, a annoncé la police.

"Nous avons trois décès confirmés. Ceci s'ajoute aux cinq victimes qui ont été transportées à l'hôpital", a tweeté la police de l'Université d'Etat du Michigan (MSU).

Selon elle, plusieurs blessés se trouvaient dans un état grave. Le suspect a ouvert le feu peu après 20h00 (01h00 GMT mardi) dans un bâtiment de l'université, avant de se diriger vers un autre bâtiment où des coups de feu ont également été entendus, a déclaré Chris Rozman, chef par intérim de la police du campus.

Des centaines de membres des forces de l'ordre se sont lancés à la recherche du suspect dont la police avait diffusé des

photos: un homme noir de petite taille portant une veste en jean, des chaussures rouges et une casquette de baseball.

Peu après minuit, la police a annoncé qu'il s'était suicidé non loin des lieux de la fusillade. "Le suspect de cet incident a été localisé à l'extérieur du campus de MSU", a alors indiqué M. Rozman.

Il "est décédé d'une blessure par balle qu'il s'est infligée".

"Nous avons vraiment vécu un cauchemar ce soir. Nous sommes soulagés de ne plus avoir une menace en cours sur le campus", a-t-il confié.

La police, rapidement arrivée sur les lieux après la fusillade, avait ordonné aux étudiants - près de 50.000 inscrits à MSU - et au personnel du campus de se confiner.

L'université a suspendu toute activité pour 48 heures.

Par ailleurs, la police a refusé de donner des détails

sur les victimes, en particulier de préciser s'il s'agissait d'étudiants ou de membres du personnel universitaire.

Et elle n'a pas été en mesure d'indiquer si le tireur avait une quelconque connexion avec l'université, l'une des meilleures des Etats-Unis, mais elle a souligné ne pas avoir eu connaissance de menaces récentes concernant cet établissement.

Les Etats-Unis paient un très lourd tribut à la dissémination des armes à feu sur leur territoire et à la facilité avec laquelle les Américains y ont accès. Le pays compte davantage d'armes individuelles que d'habitants: un adulte sur trois possède au moins une arme et près d'un adulte sur deux vit dans un foyer où se trouve une arme. La conséquence de cette prolifération est le taux très élevé de décès par arme à feu aux Etats-Unis, sans comparai-

son avec celui des autres pays développés.

## CUBA

## Retour progressif du courant électrique dans la moitié de l'île touchée par une panne

Le courant a commencé à revenir dans le centre et l'est de l'île de Cuba touchés lundi par une panne d'électricité en raison d'un problème de réseau désormais résolu, a annoncé dans la soirée la compagnie nationale d'électricité.

Cette avarie était survenue près de cinq mois après une panne générale qui avait plongé le pays dans le noir.

"Quatre heures et 49 minutes après le début de la panne, toutes les sous-stations (électriques) du pays sont désormais sous tension sur l'ensemble du système électrique national", a déclaré à la télévision d'Etat Lazaro Guerra, directeur technique de l'Union nationale d'électricité (UNE).

"Nous estimons qu'aux alentours de 23h00 (04h00 GMT mardi), l'ensemble du système disposera d'un service d'électricité", a ajouté le responsable, expliquant que celui-ci se rétablira progressivement dans les sept provinces (sur quinze) touchées par la coupure.

Quelques heures auparavant, l'UNE avait annoncé "une panne sur le réseau de 220 kV (kilovolts)" entre les villes de Santi Spiritus (centre) et Nuevitas ayant "provoqué la déconnexion totale du système électrique dans la zone centro-orientale" du pays.

Le ministère de l'énergie et des Mines a déclaré dans un communiqué que les dégâts sur le réseau ont été "probablement causés" par un incendie dans un champ de canne à sucre. La Havane n'a pas été concernée par la panne.

Depuis 2022, Cuba souffre d'une baisse de la production électrique en raison du mauvais état de ses huit centrales électriques, régulièrement en panne ou à l'arrêt pour des opérations de maintenance.

Le 27 septembre, après le passage de l'ouragan Ian dans l'ouest du pays, l'ensemble de l'île avait été touché par une panne d'électricité à grande échelle, plongeant les 11,1 millions de Cubains dans le noir. Les autorités cubaines ont reconnu que pendant le premier quinzaine d'octobre de 2022, la production électrique dans le pays avait connu une baisse à des "niveaux jamais vus auparavant, à 37,9%" de la capacité totale du pays.

Pendant cette période, les délestages ont été en moyenne de 10H par jour et par habitant. Ils ont cependant fortement diminué depuis décembre dans l'ensemble du pays.

Outre les huit centrales thermoélectriques, le pays compte huit bateaux-générateurs loués à une entreprise turque, ainsi que quelques unités de production d'énergie solaire et éolienne.

La lenteur du retour de l'électricité après le passage de l'ouragan a provoqué début octobre d'habituelles manifestations de mécontentement dans plusieurs quartiers de La Havane. Les coupures de courant avaient également été un des motifs des manifestations sans précédent qui avaient secoué l'île en juillet 2021.

TEMPÊTE EN NOUVELLE-ZÉLANDE  
L'état d'urgence déclaré

Le gouvernement néo-zélandais a déclaré l'état d'urgence mardi alors que des dizaines de milliers de personnes soient privées d'électricité en raison d'une tempête tropicale s'abattant sur le nord du pays. "Ce sont des intempéries sans précédent qui ont un énorme impact à travers le nord du pays", a déclaré le ministre de la Gestion des urgences, Kieran McNulty. C'est la troisième fois seulement que la Nouvelle-Zélande déclare l'état d'urgence après les attentats de Christchurch en 2019 et l'épidémie de Covid en 2020.

L'état d'urgence avait été déclaré dans un premier temps dans cinq régions du nord de l'archipel, concernant près du tiers des 5,1 millions d'habitants du pays. "Nous faisons face à des inondations à grande échelle, des glis-

ssements de terrain, des routes et d'autres infrastructures endommagées", a ajouté le ministre. Bien que la tempête a été rétrogradée de son statut de cyclone en s'approchant de la Nouvelle-Zélande dimanche, des pluies diluviennes et des vents violents ont abattu des arbres, endommagé des routes et fait tomber des lignes électriques. Un pompier est porté disparu, selon les autorités.

Le Premier ministre néo-zélandais Chris Hipkins, établi à Wellington, a été parmi quelques milliers de personnes bloquées à Auckland (nord), après l'annulation de vols du fait de la tempête.

"Les choses vont empirer avant de s'améliorer", a déclaré M. Hipkins lundi lors d'une conférence de presse, appelant la population à "se préparer" et à "rester à l'intérieur si vous le pouvez".

## KHENCHELA

## Intensifier les efforts pour prévenir la propagation des maladies nosocomiales (rencontre)

Les participants à une journée d'étude sur l'hygiène en milieu hospitalier organisée lundi à Khenchela ont insisté sur l'importance de conjuguer les efforts des staffs médicaux et paramédicaux et administratifs à l'intérieur des établissements de santé pour éviter la propagation des infections nosocomiales. Les médecins qui ont présenté des communications lors de cette rencontre organisée par la direction de l'hôpital de Khenchela au titre du programme de jumelage avec le centre hospitalo-universitaire CHU Touhami Benflis de Batna, ont recommandé de veiller sur l'hygiène des mains des staffs médicaux et paramédicaux, et la stérilisation des salles de soins et blocs opératoires à l'intérieur des établissements hospitaliers publics et privés pour éviter la transmission des infections nosocomiales aux malades mis sous traitement et leurs familles. Le professeur Ayache Tabi, du service de médecine préventive de l'hôpital de Batna, a insisté sur l'importance de mettre en place toutes les conditions d'hygiène et l'entretien des outils utilisés lors des opérations de traitement à l'intérieur des établissements hospitaliers publics et privés et dans les laboratoires et pharmacies également avec une bonne gestion du dossier des déchets médicaux et le contrôle cyclique de la qualité des eaux utilisées pour éviter la transmission des maladies en milieu de traitement. Il a ajouté que l'instruction ministérielle n° 30 du 25 décembre 2022 a mis l'accent sur la nécessité de donner une grande importance à l'hygiène des établissements relevant du secteur, considérant que l'hygiène hospitalière était un indice important pour mesurer la qualité de la prise en charge sanitaire assurée dans ces établissements.

De son côté, le professeur Mohamed Yazid Kadir, de la faculté de médecine de l'université de Batna, a évoqué l'importance de la prise des mesures de prévention contre les contaminations en rapport avec la prise en charge sanitaire et la mise en place de toutes les précautions lors de la prise en charge des malades. La professeure Messaouda Wadjih, du CHU Touhami Benflis de Batna, a présenté une liste des maladies nosocomiales et donné des explications sur les manières de transmission et les méthodes à mettre en œuvre pour prévenir.

Elle a appelé à la déclaration de ces maladies par les staffs médicaux et paramédicaux auprès des directions des établissements hospitaliers en vue de prendre toutes les mesures de prévention et de précaution nécessaires pour freiner la propagation.

Pour sa part, le chef du service de prévention à la direction de la santé de Khenchela, Bouzid Zedira, a insisté à l'ouverture des travaux de cette journée d'étude, marquée par la présence de médecins, d'agents d'administration, de paramédicaux et d'employés dans différents établissements sanitaires de Khenchela, sur l'importance du thème de l'hygiène à l'intérieur des établissements hospitaliers publics et privés, ajoutant qu'il s'agit de l'un des plus importants thèmes des 7 axes du plan d'action du ministère de tutelle.

## BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

## ORAN

## Santé-mentale: une commission locale pour coordonner entre les secteurs de la santé et de la justice

La commission de wilaya de la santé mentale d'Oran constitue un important outil de coordination des efforts entre les secteurs de la santé et de la justice concernant les personnes atteintes de maladies psychiques commettant des actes criminels ou délits, a souligné lundi le président de cette commission Tarik Zeghid.

M. Zeghid, également président de la chambre de la cour d'Oran, a indiqué lors d'une réunion des membres de la commission à son siège au niveau de la direction locale de la santé, que cette commission installée depuis plus d'un mois, jouit de larges prérogatives lui permettant de statuer sur le sort des malades mentaux ayant commis des crimes ou des délits. Le même responsable a déclaré que cette commission a été installée, le 3 janvier dernier, en vertu de la loi sur la santé de 2018. Il a ajouté que l'une de ses missions est d'élaborer des rapports sur la santé mentale des personnes ayant commis des crimes et décider si elles doivent



être condamnées ou nécessitent un traitement. "Les décisions de la commission dans ce sens seront définitives et sans appel", a-t-il dit.

Cette rencontre a été l'occasion de soulever les préoccupations des spécialistes en santé mentale, des membres de la commission et des partici-

pants tout en abordant la possibilité d'une intervention de la commission pour modifier la durée de séjour des personnes souffrant de maladies mentales ayant commis des crimes ou des délits dans les établissements hospitaliers spécialisés.

## CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE D'ORAN

## Formation sur le système de numérisation du suivi médical

Une formation pratique a été lancée au profit des médecins, des administrateurs et des agents de réception, en prévision de l'application du système de numérisation du suivi médical au Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO), a-t-on appris, dimanche, de cet établissement de santé.

Amine Rebouha, de la cellule de communication, a précisé que la formation a

débuté, mardi dernier, au niveau du service des urgences médico-chirurgicales, sous la supervision d'ingénieurs de la cellule d'informatique.

Les journées de mardi et dimanche de chaque semaine seront consacrées à la formation des agents de réception, des médecins et résidents des différents services de consultation.

La même source a ajouté

que l'opération devra durer plusieurs mois jusqu'à la formation de l'ensemble des intervenants, en attendant la généralisation du système de numérisation de la réception et du dossier médical électronique du malade.

Chaque malade aura un dossier médical retraçant les étapes de son traitement, selon M. Rebouha, qui a souligné que le CHUO a entamé l'équipement des différents

services de diagnostic en ordinateurs pour commencer cette procédure dès l'achèvement de la formation des staffs médicaux.

Dans ce contexte, la même source a indiqué que le service des urgences médico-chirurgicales du CHUO a commencé à utiliser le système numérique pour l'accueil et l'orientation des malades, depuis jeudi dernier.

## JIJEL

## Une campagne de don de sang à la mémoire des médecins décédés du Covid-19 (association)

Une campagne de don de sang à la mémoire des médecins décédés du Covid-19 a été organisée lundi à Jijel au profit de l'hôpital Mohamed-Seddik Ben Yahia par l'association "Adhouaa" des malades atteints du cancer. La campagne, organisée en coordination avec l'agence locale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), vise à perpétuer la mémoire des médecins décédés du Covid-19, a indiqué à l'APS le président de l'association, Ryad Boukraa.

Elle a permis de doter l'hôpital de la wilaya de poches de sang, une matière vitale très demandée ces derniers temps, a-t-il ajouté.

De son côté, Dr Karima Mechakaf, médecin au Centre de transfusion sanguine de l'hôpital Mohamed-Seddik Ben Yahia, a déclaré que l'initiative revêt une grande importance pour le centre, qui table sur la collecte d'une quantité suffisante de poches de sang, au profit notamment du service de pédiatrie et du Centre anticancer (CAC).

Elle a ajouté que le Centre de transfusion sanguine de Jijel a mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires en vue d'assurer la réussite de cette opération et de contribuer à l'augmentation du stock de poches de sang du centre.

## JUMELAGE ENTRE HÔPITAUX

## Réalisation de 31 opérations en chirurgie orthopédique à Guelma

Le jumelage entre l'Etablissement public hospitalier (EPH) El Hakim Okbi de Guelma et l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en chirurgie orthopédique de Ben Aknoun (Alger) a été sanctionné par la réalisation de 31 opérations chirurgicales portant essentiellement sur la pose de prothèses au bassin et au genou, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de communication de la Direction locale de la santé.

Le staff médical, composé de professeurs et chirurgiens de l'EHS de Ben Aknoun, a réalisé, depuis le 8 février dernier, 15 opérations relatives à la pose de prothèses (10 opérations au profit de malades blessés au bassin et cinq autres souffrant du genou), en plus de 16 autres opérations chirurgicales réalisées par le staff médical au profit de malades blessés à la main, a précisé le responsable de la cellule de communication et d'information de la Direction de wilaya de la santé, Dr. Lotfi Adjabi.

Les opérations chirurgicales réalisées au bloc opératoire de l'hôpital El Hakim Okbi de Guelma dans le cadre du jumelage, a-t-il indiqué, ont été encadrées par un staff médical composé de professeurs et chirurgiens de l'EHS Ben Aknoun, à savoir les professeurs et docteurs Mustapha Yagoubi, Ilyès Ait El Hadj, Abdelhamid Ben Dif Allah et Saâd Eddine Hichem Amouri, avec la participation de staffs médicaux,



paramédicaux et anesthésistes du bloc opératoire et du service de chirurgie orthopédique de l'EPH El Hakim Okbi. L'opération de jumelage entre les deux établissements de santé publique a été marquée également par la réalisation, par le staff de l'EHS Ben Aknoun, de 51 consultations spécialisées de malades de la wilaya souffrant de pathologies orthopédiques, a souligné Dr. Adjabi, estimant que l'initiative a rendu "le sourire aux malades bénéficiaires et à leurs familles, d'autant que les opérations réalisées nécessitaient des sommes d'argent conséquentes en plus de l'obligation des déplacements hors wilaya".



## SÉISME EN TURQUIE ET SYRIE

## Près de 26 millions de personnes touchées (OMS)

Près de 26 millions de personnes pourraient avoir été touchées par les séismes qui ont frappé cette semaine la Turquie et la Syrie, où des dizaines d'établissements de santé ont été endommagés, avance samedi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un appel de fonds.

L'OMS appelle à une aide financière d'urgence de 42,8 millions de dollars pour répondre aux besoins sanitaires immédiats. Plus tôt cette semaine, l'OMS, qui a déjà débouqué 16 millions de dollars de son fonds d'urgence, avait estimé à 23 millions le nombre de personnes potentiellement exposées. Samedi, ce chiffre s'élève à 26 millions, 15 millions en Turquie et près de 11 millions en Syrie.

Parmi elles, plus de cinq millions de personnes sont considérées comme particulièrement "vulnérables", dont près de 350.000 personnes âgées et plus d'1,4 million d'enfants. En Turquie, l'OMS



estime que plus de 4.000 bâtiments se sont effondrés lors des tremblements de terre, et que 15 hôpitaux ont subi des dégâts partiels ou lourds.

En Syrie, au moins 20 établissements de santé dans le nord-ouest, dont quatre hôpitaux, ont subi des dommages.

L'OMS a annoncé avoir acheminé jeudi 37 tonnes de matériel de traumatologie et de chirurgie d'urgence vers la Turquie, tandis que 35 tonnes sont arri-

vées en Syrie vendredi. Elles "serviront à traiter et à soigner 100.000 personnes ainsi qu'à effectuer 120.000 interventions chirurgicales urgentes dans les deux pays", a précisé l'OMS, ajoutant qu'un troisième vol transportant un chargement similaire devait arriver lundi en Syrie. Le directeur général de l'OMS, Adhanom Ghebreyesus, est arrivé samedi à Alep, en Syrie, durement frappée par le séisme.

## ETATS UNIS

## Au moins 18.000 décès dus à la grippe cette saison

La grippe a causé au moins 18.000 décès aux Etats-Unis depuis le début de cette saison, selon les dernières données publiées vendredi par le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Il y a eu au moins 25 millions de cas et 280.000 hospitalisations dus à la grippe cette saison dans le pays, selon le CDC. Neuf décès pédiatriques associés à la grippe ont été signalés au cours de la semaine se terminant le 4 février, ce qui porte à 106

le nombre total de décès pédiatriques dus à la grippe enregistrés jusqu'à présent cette saison, a ajouté la même source.

En outre, plus de 2.100 personnes ont été hospitalisées pour cause de grippe au cours de cette semaine.

Le CDC recommande à toute personne âgée de six mois et plus de se faire vacciner contre la grippe tant que l'activité grippale se poursuit.

## Les autorités sanitaires américaines alertent sur la santé mentale des lycéens

Les autorités sanitaires américaines ont tiré lundi la sonnette d'alarme face à des chiffres très préoccupants concernant la santé mentale des lycéens, en particulier des jeunes filles, dans un rapport analysant les évolutions sur 10 ans.

Près de trois lycéennes sur cinq (57%) se sont senties tristes ou désespérées en 2021 sur une période d'au moins deux semaines, les conduisant à interrompre leurs activités habituelles, selon ce rapport des Centres de prévention et de lutte

contre les maladies (CDC), la principale agence sanitaire fédérale du pays.

Ce chiffre, qui représente environ le double de celui des garçons, est un record sur les dix ans passés. En 2011, seules 36% des filles déclaraient la même chose.

Par ailleurs, une lycéenne sur trois (30%) a sérieusement envisagé de se suicider en 2021 — contre 19% en 2011.

Une sur cinq (18%) a expérimenté des violences sexuelles en 2021, et plus d'une sur dix (14%) a été forcée à une relation.

Ces données sont issues d'un questionnaire conduit tous les deux ans auprès d'élèves de lycées aux Etats-Unis (entre 15 ans et 18 ans environ). Elles "montrent que nos adolescents ont besoin de bien plus de soutien pour s'en sortir, espérer et s'apaiser", a déclaré dans un communiqué Debra Houry, responsable aux CDC.

"Des programmes de prévention à l'école ont montré pouvoir apporter une bouée de sauvetage vitale face à ces vagues croissantes de traumatismes."

## GUINÉE ÉQUATORIALE

## 9 morts dans une épidémie de fièvre hémorragique de Marburg

Neuf personnes sont mortes de la maladie à virus de Marburg, une fièvre hémorragique presque aussi meurtrière qu'Ebola, dans l'est de la Guinée équatoriale, qui a mis une province en quarantaine pour contenir "l'épidémie", a annoncé lundi le ministre de la Santé.

La semaine dernière, le gouvernement avait annoncé enquêter sur des cas suspects

de fièvre hémorragique. Seules trois personnes présentant des "symptômes légers" de la maladie sont isolées pour l'heure dans un hôpital de cette zone peu peuplée et rurale, frontalière avec le Gabon et le Cameroun, a indiqué M. Mitoha Ondo'o Ayekaba lors d'une conférence de presse. Les trois personnes hospitalisées "présentent des symptômes légers (...) qui évoluent

favorablement", a-t-il ajouté. La Guinée équatoriale "déclare aujourd'hui l'alerte sanitaire pour une fièvre hémorragique de Marburg dans la province de Kie-Ntem et dans le district (voisin) de Mongomo", a affirmé le ministre.

Un "plan de confinement a été mis en place" en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de l'ONU "pour faire face à l'épi-

démie" dans cette zone recouverte de forêt équatoriale dense de l'est de la partie continentale de ce pays qui comprend également deux îles principales.

Le virus de Marburg se transmet à l'homme par les chauves-souris frugivores et se propage dans l'espèce humaine par contact direct avec les fluides corporels des personnes infectées, ou avec les surfaces et les matériaux.

## CAMEROUN

## Alerte à une maladie "non-identifiée" à la frontière avec la Guinée équatoriale

Le ministre camerounais de la Santé publique, Manaouda Malachie, a alerté vendredi l'opinion publique sur une fièvre hémorragique ayant fait plusieurs "décès inexplicables" depuis des semaines dans des villages à la frontière avec la Guinée équatoriale.

Face au risque élevé d'importation de cette maladie, les autorités administratives locales ont restreint les mouvements de populations à travers ladite

frontière. Le ministère de la Santé publique a également engagé des actions d'investigations de cas contact, de renforcement de la surveillance épidémiologique et de densification des activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire en collaboration avec les responsables équato-guinéens, selon un communiqué de presse signé vendredi par le ministre. Dans un autre communiqué publié jeudi, Roland Ngu Fankam, le

chef de district de santé d'Olamze (sud), localité camerounaise située à la frontière, a évoqué "environ 20 morts" enregistrés mercredi dernier dans la province équato-guinéenne de Kie-Ntem des suites de cette "maladie non identifiée", se manifestant par des hémorragies nasales, de la fièvre, des douleurs articulaires et d'autres signes et symptômes "qui conduisent à la mort au bout de quelques heures".

## MORTS MYSTÉRIEUSES EN CÔTE D'IVOIRE

## Deux hommes condamnés à 5 ans de prison

Deux hommes ont été condamnés jeudi à cinq ans de prison pour des "faits de charlatanisme et troubles à l'ordre public" dans un village du centre de la Côte d'Ivoire où au moins 16 personnes, dont de nombreux enfants, sont mortes d'un mal mystérieux depuis décembre.

Au terme d'une audience de deux heures devant le tribunal de Bouaké (centre), les deux hommes qui ont comparu sans avocat ont été reconnus coupables d'avoir installé un "fétiche", un objet auquel est attribué un pouvoir mystique, qui aurait été à l'origine des morts dans le village de Kpokahankro.

Lundi, le ministère de la Santé avait estimé que 16 personnes étaient mortes dans ce village en raison d'une bactérie présente sur le "fétiche".

Selon des habitants du village interrogés, 21 personnes sont mortes, dont 18 enfants et trois personnes âgées. "Le fétiche ne peut pas tuer des enfants de deux ans", s'est défendu Jérôme Yao Kouakou, 40 ans, accusé d'avoir installé l'objet.

"Ce n'est pas mon fétiche qui les a tués", a assuré de son côté l'autre accusé, Jean-François Kouame Kouadio, 70 ans, propriétaire du terrain où le "fétiche" a été installé. La bactérie principale trouvée par l'équipe envoyée par le ministère de la Santé à Kpokahankro est le clostridium qui peut provoquer des symptômes sévères chez les enfants et les personnes âgées. Selon une source judiciaire, les deux condamnés pourraient également être la cible d'autres poursuites pénales.

## GRANDE BRETAGNE

## La reine consort Camilla positive au Covid-19

La reine consort Camilla, épouse du roi Charles III, a été testée positive au Covid-19 et a annulé tous ses engagements publics cette semaine, a annoncé lundi le palais de Buckingham. C'est la deuxième fois que Camilla, âgée de 75 ans, est atteinte par le virus. Elle l'avait déjà été il y a un an, peu de temps après son époux. "Après avoir été atteinte de symptômes de rhume, Sa Majesté la reine consort a été testée positive au virus du Covid", a déclaré le palais dans un bref communiqué. "A regret, elle a ainsi annulé tous ses engagements publics cette semaine et présente ses sincères excuses à ceux qui devaient y participer", ajoute le texte.

Selon les volontés exprimées par feu la reine Elizabeth II, Camilla est devenue reine consort lorsque Charles est devenu roi avec le décès de sa mère le 8 septembre dernier.

Elle doit être couronnée aux côtés de Charles III le 6 mai prochain à l'abbaye de Westminster.

## KENYA

## Le taux de mortalité maternelle continue de baisser (ONU)

Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a annoncé lundi que le taux de mortalité maternelle au Kenya continuait de baisser grâce à la mise en œuvre d'interventions appropriées.

Chris Oyeipo, le représentant adjoint de l'UNFPA au Kenya, a précisé que le taux de mortalité maternelle est passé de 362 pour 100.000 naissances vivantes en 2014 à 355 actuellement.

Selon M. Oyeipo, qui s'exprimait en marge des célébrations marquant le 29e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement, la baisse du nombre de décès maternels a été stimulée par l'amélioration de l'accès à des services de qualité pour les femmes enceintes, ajoutant que l'UNFPA a fourni un soutien technique et financier au Kenya pour réduire les cas de décès liés à la grossesse.

Indiquant enfin qu'"environ 75 % des causes directes de mortalité maternelle nous sont déjà connues", il a souligné que le Kenya a également fait des progrès dans l'amélioration des compétences des sages-femmes ainsi que dans l'accès à la planification familiale, ce qui permet d'éviter les grossesses à risque.



# INTOXICATION AU MONOXYDE DE CARBONE COMMENT LA PRÉVENIR ?

L'intoxication par monoxyde de carbone est la première cause de mortalité par produit toxique en France. Avec la première vague de froid dans certaines régions, Santé publique France rappelle les gestes de prévention.

Chaque année le monoxyde de carbone est responsable d'environ 1300 intoxications et d'une centaine de décès en France. Si bien que, comme chaque hiver, Santé publique France appelle chacun à la plus grande vigilance quant à l'utilisation d'appareils de chauffage, de groupes électrogènes ou de panneaux-radiants, d'autant qu'en cette période de confinement, nous passons encore plus de temps à l'intérieur.

**MONOXYDE DE CARBONE : LES RECOMMANDATIONS**

Le monoxyde de carbone est un gaz incolore et inodore. Sa présence résulte d'une combustion incomplète, et ce, quel que soit le combustible utilisé : bois, butane, charbon, essence, fuel, gaz naturel, pétrole, propane. Il se diffuse très vite dans l'environnement et peut être mortel en moins d'une heure en provoquant l'asphyxie des cellules du sang. "Les appareils utilisant ces combustibles pour la production de chaleur ou de lumière sont tous susceptibles, si les conditions de leur fonctionnement ne sont pas idéales, de produire du mo-

noxyde de carbone (CO)" souligne Santé publique France. Avant l'hiver, faites systématiquement vérifier et entretenir les installations de chauffage et de production d'eau chaude, ainsi que les conduits de fumée (ramonage mécanique) par un professionnel qualifié dans votre résidence principale et secondaire le cas échéant N'installez jamais un groupe électrogène dans un lieu fermé (maison, cave, garage...) : il doit impérativement être placé à l'extérieur des bâtiments N'utilisez jamais de façon continue un chauffage d'appoint à combustion Dans les lieux de culte : ne faites fonctionner les panneaux radiants à combustible gazeux qu'en période d'occupation des locaux N'utilisez jamais pour vous chauffer des appareils non destinés à cet usage (brasero, réchauds de camping, fours, barbecues, etc.) N'obstruez jamais les grilles de ventilation et aérez votre logement au moins 10 mn tous les jours, même par grand froid.



Placez impérativement les groupes électrogènes à l'extérieur des bâtiments ;

**QUE FAIRE EN CAS D'INTOXICATION ?**

En cas d'intoxication par monoxyde de carbone, maux de tête,

fatigue, nausées apparaissent plus ou moins rapidement. Ces symptômes peuvent toucher plusieurs personnes au sein du foyer. Une intoxication importante peut conduire au coma et à la mort, parfois en quelques minutes. Il faut donc agir très vite. En cas de suspi-

cion d'intoxication : Aérez immédiatement Arrêtez si possible les appareils à combustion Evacuez les locaux et appelez les secours en composant le 15, le 18 ou le 112 (et le 114 pour les personnes malentendantes).

# QUI SONT LES VICTIMES DU MONOXYDE DE CARBONE ?

L'Institut de veille sanitaire a mené l'enquête auprès des ménages intoxiqués au monoxyde de carbone. Les caractéristiques socioéconomiques sont très différentes selon l'appareil à l'origine de l'accident. Chaque année, un millier de ménages sont accidentellement intoxiqués au monoxyde de carbone, un gaz inodore, incolore et toxique qui peut parfois se révéler mortel. L'Institut de veille sanitaire (InVS) et l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) se sont penchés plus précisément sur les causes d'intoxication et les caractéristiques socioéconomiques des ménages qui en sont victimes. Les résultats de cette enquête figurent au bulletin épidémiologique hebdomadaire de l'InVS du 19 janvier 2016. Cette étude permet d'identifier les populations spécifiques les plus à risques pour cibler les actions de prévention.

**UN LIEN ENTRE PRÉCARITÉ ET HABITUDES DE VIE**

Les deux instituts ont proposé des questionnaires aux 886 ménages



intoxiqués entre le 1er septembre 2013 et le 31 mars 2014. 507 d'entre eux y ont répondu et ont permis d'évaluer les conditions socioéconomiques des personnes touchées par ces accidents. "Les intoxications par brasero/barbecue ont principalement concerné des locataires (50%) occupant un habitat dégradé (63%), dans une

situation financière qualifiée de juste ou difficile (51%) et parlant une langue africaine à la maison (69%) ; 33% étaient au chômage" explique l'InVS dans son bulletin. Ces données "viennent conforter les hypothèses formulées en Île-de-France sur le lien entre précarité ou habitudes de vie (comme par exemple faire la cuisine à l'in-

térieur au moyen d'appareils non conçus pour cet usage) et les intoxications par brasero/barbecue" rapporte l'InVS. En ce qui concerne les ménages intoxiqués par groupe électrogène, ils sont accédants à la propriété à 53 %, "avec une situation financière satisfaisante (69%), parlant rarement une langue afri-

caine (6%) et 9% étaient au chômage" décrit l'InVS. Cause principale de ce type d'intoxication : "un budget fortement grevé par le coût du logement" propose l'InVS, des travaux de bricolage et d'installation manuelle non professionnelle nécessitant souvent l'installation d'un groupe électrogène.

**RENFORCER LES CAMPAGNES DE PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX CHAUDIÈRES**

Les intoxications par chaudière n'ont quant à elles pas permis de dégager une tendance socioéconomique particulière, mais met en évidence que plus d'un ménage sur quatre disposant d'une chaudière non électrique n'avait pas fait appel à un professionnel au cours de l'année passée pour l'entretien de l'appareil. C'est pourquoi, selon l'InVS, il convient de renforcer les campagnes de prévention en matière d'intoxication par le monoxyde de carbone puisque le niveau d'information est associé à la fréquence d'entretien réglementaire de leur chaudière.

**Monoxyde de carbone : où installer mon détecteur de CO ?**

La présence d'un détecteur de monoxyde de carbone dans la maison est une solution efficace pour prévenir une intoxication au CO causée par un appareil de chauffage défectueux. Nos conseils pour l'installer au bon endroit.

Un peu de fatigue, la tête qui tourne, une nausée latente, puis un mal de tête profond, des convulsions, le cœur qui s'emballa et, enfin, la mort. Le monoxyde de carbone tue chaque année une centaine de personnes en France, la plupart dans leur sommeil. Pendant l'hiver 2016-2017, plus de 3.300 personnes ont été intoxiquées par le CO, les deux tiers d'entre elles ayant été hospitalisées en conséquence. Le monoxyde de carbone, ou CO, est un gaz incolore, inodore, issu de la combustion incomplète dans les appareils de chauffage. S'ils sont mal entretenus et installés dans une pièce mal ventilée, les chaudières, cheminées, gazinières ou autres chauffages risquent de dégager du CO. Le gaz est toxique à très faible dose, et les premiers symptômes, similaires à ceux d'une grippe, sont difficilement détectables. Des accidents domestiques dramatiques, mais évitables. A l'instar des DAAF, les détecteurs de fumée qui vous préviennent en cas d'incendie chez vous, il existe des DAACO, détecteurs autonomes avertisseurs de monoxyde de carbone. Dès qu'ils décèlent une émanation de CO, ils émettent un sifflement très strident, d'une puissance d'au moins 85 db. Chauffe-eau, chaudière, cheminée au bois, chauffage d'appoint, gazinière, poêle à mazout, barbecue, etc. Tous les appareils à combustion, de chauffage ou non, sont susceptibles de produire du monoxyde de carbone s'ils fonctionnent mal.

**Prévenir les intoxications**

Le monoxyde de carbone est un gaz asphyxiant

Installer le détecteur à 3 mètres de l'appareil de chauffage Si vous installez le détecteur trop près de l'appareil à combustion, vous risquez des déclenchements intempestifs. L'idéal est d'installer le DAACO entre 1 et 3 mètres de l'appareil. S'il n'y a pas assez de place pour l'installer à plus d'un mètre et au niveau des yeux, installez-le un peu plus haut, mais jamais trop proche de la source potentielle de CO.

in.topsanté.fr

# CHAUFFAGE QUAND VOTRE MAISON DEVIENT DANGEREUSE

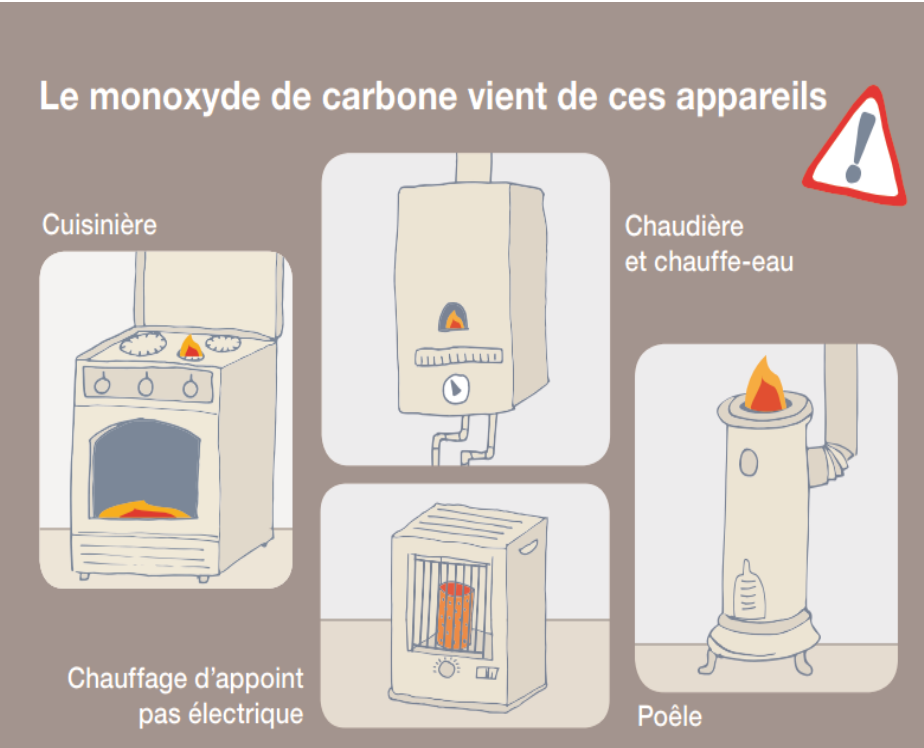
Avec la venue des grands froids, locataires et propriétaires ont tendance à surchauffer leur logement ou utiliser des systèmes de chauffage d'appoint.

Cette hausse de chauffage est souvent liée à une augmentation de la production de monoxyde de carbone, cause d'intoxications qui peuvent s'avérer mortelles.

Le Ministère de la santé et des sports et l'Inpes présentent une nouvelle campagne afin d'alerter sur les risques liés au monoxyde de carbone et les bons gestes à adopter car « Les intoxications au monoxyde de carbone concernent tout le monde. Les bons gestes de prévention aussi. ». En effet, bien que le nombre d'intoxications soit en nette baisse depuis 30 ans, 1353 épisodes d'intoxications au monoxyde de carbone ont été enregistrés en 2007 ; ils ont impliqué 4 197 personnes. Avec une centaine de décès chaque année, le monoxyde de carbone (CO) est la première cause de mortalité par toxique en France. Plus des trois quarts des Français équipés d'appareil de chauffage à combustion ne sont pourtant pas conscients d'avoir à leur domicile des appareils susceptibles d'émettre du monoxyde de carbone (CO).

indétectable : il est invisible, inodore et non irritant. Il résulte d'une mauvaise combustion au sein d'un appareil ou d'un moteur à combustion, c'est-à-dire fonctionnant au gaz, au bois, au charbon, à l'essence, au fuel ou encore à l'éthanol. Il se diffuse très vite dans l'environnement et peut être mortel en moins d'une heure. C'est dans l'habitat qu'a lieu la grande majorité des intoxications au monoxyde de carbone (86 %) ; la chaudière y est la source d'intoxication la plus fréquente (42,4 % des cas d'intoxications).

Afin de limiter les risques d'intoxication au monoxyde de carbone au domicile, il convient de : avant chaque hiver, faire systématiquement vérifier et entretenir les installations de chauffage et de production d'eau chaude et les conduits de fumée par un professionnel qualifié ; tous les jours, aérer au moins 10 minutes, maintenir les systèmes de ventilation en bon état de fonctionnement et ne jamais obstruer les entrées et sorties d'air ; systématiquement respecter les consignes d'utilisation des appareils à combustion prescrites par



le fabricant : ne jamais faire fonctionner les chauffages d'appoint en continu ; placer impérativement les groupes électrogènes à l'extérieur des bâtiments ; ne jamais utiliser pour se chauffer des appareils non destinés à cet usage : cuisinière, brasero, barbecue, etc. Dès suspicion d'intoxication, le premier geste est d'aérer immédiatement les pièces en ouvrant aussi bien les fenêtres que les portes, afin d'évacuer le monoxyde et renouveler l'air ambiant. Ensuite, dans

la mesure du possible, mieux vaut éteindre les appareils à combustion. Et si cela ne suffit pas, il est recommandé de quitter les lieux. Il est recommandé par ailleurs de bien aérer le logement en hiver et de ne surtout pas boucher les aérations. Si le chauffage du logement n'est pas suffisant, il est possible d'utiliser des chauffages d'appoint. En revanche, la ministère du logement recommande de ne pas les utiliser en continu, de ne pas les rac-

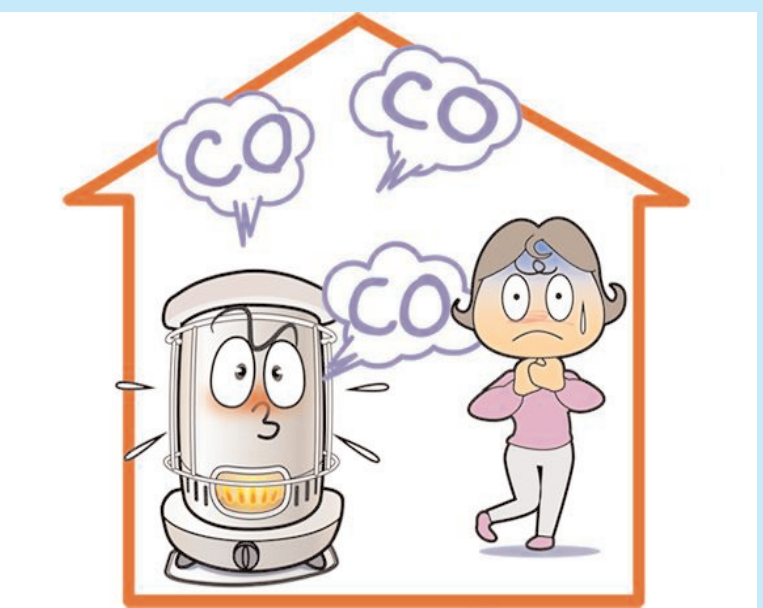
corder à l'extérieur et de les installer dans une pièce bien aérée. Pour des raisons de sécurité, les appareils non destinés à ce type d'usage sont à éviter rigoureusement, comme les réchauds de camping, les panneaux radiants ou encore les fours. Le groupe électrogène est tout autant proscrit. Une intoxication au monoxyde de carbone se traduit le plus souvent par des maux de tête, des nausées, ou encore des vomissements.

# MONOXYDE DE CARBONE : LES GESTES SIMPLES POUR SE PROTÉGER

L'hiver dernier, plus de 1 000 épisodes d'intoxication accidentelle domestique au monoxyde de carbone, impliquant près de 3 500 personnes ont été déclarés. L'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) rappelle quels sont les moyens de s'en protéger. Dans son bulletin de surveillance des intoxications au monoxyde de carbone (CO), l'Institut de veille sanitaire (InVS) relève 311 signalements depuis le 1er septembre 2015, dont 15 signalements d'intoxication survenue dans des lieux collectifs. Ce sont ainsi 1289 personnes qui ont été touchées, dont 396 lors de rassemblements de personnes. L'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) rappelle donc les gestes simples pour se protéger, à l'aide notamment d'une vidéo visible sur le site prevention-maison.fr

Les intoxications au monoxyde de carbone sont principalement causées par les chaudières présentant un défaut d'aération ou d'installation, mais de nombreux autres appareils (groupe électrogène, brasero, barbecue...) utilisant des combustibles fossiles (gaz, bois, fuel ou charbon) peuvent aussi produire du monoxyde de carbone.

Pour limiter les risques d'intoxication, il convient de : Faire vérifier tous les appareils de chauffage et de conduits de cheminée par un professionnel. Aérer au moins 10 minutes par jour toutes les pièces de la maison, même s'il fait froid. Ne jamais obstruer les entrées et sorties d'air ni les systèmes de ventilation. Ne pas garder un chauffage d'appoint allumé pendant plus de deux heures consécutives.



En cas d'intoxication, 4 réflexes Ouvrir immédiatement les fenêtres et les portes du logement. Arrêter les appareils de chauffage et de cuisson. Sortir à l'air libre. Appeler les secours et ne pas rentrer dans le logement avant leur arrivée



## RÉGION DES GRANDS LACS L'ONU soutient les initiatives de l'Angola en faveur du processus de paix dans la région

Les Nations Unies soutiennent les initiatives du gouvernement angolais en faveur du processus de paix dans la région des Grands Lacs, a affirmé, lundi à Luanda, la Sous-secrétaire générale de l'ONU pour l'Afrique, Martha Pobebe.

Dans une conférence de presse, à l'issue d'une audience que lui a accordée le Président angolais, Joao Lourenço, Mme Pobebe a exprimé son soutien continu aux initiatives du chef de l'Etat angolais, qui, en tant que médiateur de l'Union africaine, cherche des solutions pour la paix et la sécurité dans l'Est

de la République démocratique du Congo (RDC).

"Nous nous engageons à continuer à travailler avec le Président Joao Lourenço, en tenant compte de sa vision avisée en matière de paix et de sécurité", a-t-elle déclaré, notant que la rencontre a également permis d'analyser les questions inhérentes à la ten-

sion à la frontière entre le Rwanda et la RDC, la situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA) et au Tchad.

Joao Lourenço, qui préside la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL), est également le médiateur de l'Union africaine (UA) dans la crise entre

le Rwanda et la République démocratique du Congo.

Le 21 novembre dernier, l'Angola avait accueilli un sommet sur le conflit entre le Rwanda et la RDC qui a approuvé le Plan d'action pour la paix en République démocratique du Congo et le rétablissement de bonnes relations avec le Rwanda.

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Plus d'une vingtaine de morts dans de nouvelles attaques en Ituri (ONU et sources locales)

Plus d'une vingtaine de civils ont été tués dimanche dans de nouvelles attaques de miliciens en Ituri, province aurifère du nord-est de la République démocratique du Congo, selon de premières informations recueillies lundi par l'ONU et la société civile.

Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, a indiqué à New York que la milice Codeco avait, selon ces informations préliminaires, "tué au moins 20 civils et brûlé plusieurs maisons".

Les mêmes miliciens auraient aussi "endommagé des infrastructures médicales lors d'une série d'attaques contre des villages du territoire de Djugu", a-t-il ajouté.

La Codeco (Coopérative pour le développement du Congo) est une milice de plusieurs milliers d'hommes qui affirme protéger la tribu Lendu face à la tribu Hema et l'armée nationale en Ituri.

Dieudonné Lossa, coordonnateur de la société civile de l'Ituri, a précisé qu'il y avait eu dimanche "une double attaque des miliciens Codeco".

D'abord dans trois villages du territoire, où ils ont "tué 9 civils, incendié 23 boutiques et pillé 32 chèvres".

Ils ont ensuite "fait incursion dans la soirée à Mongbwalu", où ils ont tué 12 personnes, a ajouté M. Lossa.

Le bourgmestre de cette commune rurale, Jean-Pierre Bikilisenze, a confirmé à l'AFP ce bilan de 12 tués par les miliciens, auxquels s'ajoute un civil tué par d'autres bandits lors d'un cambriolage.

Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU a également évoqué des attaques de deux villages dans un autre territoire de la province attribués aux ADF (Forces démocratiques alliées), milice présentée par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" comme sa branche en Afrique centrale.

Ces attaques dans le territoire d'Irumu auraient fait au moins 12 morts, bilan que des sources locales n'étaient pas en mesure de confirmer lundi soir.

Depuis la fin de l'année dernière, les morts se comptent par dizaines presque chaque semaine en Ituri.

Après une décennie d'accalmie, le conflit meurtrier dans la province entre Hema et Lendu a repris fin 2017, provoquant la fuite de plus d'un million et demi de personnes.

En cinq ans, plusieurs milliers de civils ont été tués dans des attaques perpétrées principalement pour des motifs ethniques.

Les ADF, groupe armé d'origine ougandaise, sévissent quant à eux dans le sud de l'Ituri et le nord de la province voisine du Nord-Kivu.

L'est de la RDC est en proie aux violences de groupes armés depuis près de 30 ans.

## NIGER

## Deux personnes tuées et huit autres enlevées par des hommes armés dans le centre du pays

Deux personnes ont été tuées, une blessée et huit autres enlevées par des individus armés dans la nuit de dimanche à lundi dans le village de Oumba du département de Madarounfa, dans la région de Maradi (centre du Niger), a rapporté lundi soir la télévision nationale. Aussitôt informées, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sont à pied d'œuvre pour appréhender les assaillants. Le gouverneur de la région de Maradi Chaïbou Aboubacar a présenté lundi matin ses condoléances aux familles des victimes.

Il a par la suite exhorté la population à plus de vigilance et de collaboration avec les FDS afin de dénoncer les complices et traduire les auteurs et co-auteurs de cette insécurité devant les juridictions compétentes.

Depuis quelques années, la frontière entre le Niger et le Nigeria sert de repaires à des bandits armés, qui mènent des attaques de part et d'autre, dans ces deux

pays. Les FDS ont engagé depuis ces dernières années plusieurs offensives

## MORT D'IDRISS DÉBY AU TCHAD Début d'un procès collectif de 454 rebelles

Le procès collectif de 454 rebelles présumés au Tchad, tous accusés notamment de l'"assassinat" de l'ancien président Idriss Déby Itno tué au front en 2021 lors de leur offensive, s'est ouvert lundi à huis clos dans une prison, ont annoncé le procureur général et des avocats.

L'audience de la Cour criminelle de la Cour d'Appel de N'Djamena, à huis clos dans l'enceinte de la prison de Kles-soum, à une vingtaine de km au sud-est de la capitale, a été ajournée à mercredi aussitôt après la lecture de l'acte d'accusation, ont précisé ces sources.

Les accusés sont "plus de 400" a dé-

claré le procureur général de N'Djamena Mahamat El-Hadj Abba Nana cité par l'AFP. "Ils sont 454 accusés", dont 386 présents à l'audience, ont détaillé des avocats. Ils sont également jugés entre autres pour "terrorisme" et "atteinte à la sûreté de l'Etat".

Au printemps 2021, le plus puissant alors des groupes rebelles, le Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT), avait lancé une offensive en direction de la capitale N'Djamena.

Le 20 avril, l'armée annonçait que le maréchal Déby, qui dirigeait le Tchad depuis plus de 30 ans, avait été tué au front par les rebelles.

Un autre groupe de renfort a été envoyé sur les lieux pour renforcer la sécurité autour de la zone, a déclaré M. Abiodun.

Un autre groupe de renfort a été envoyé sur les lieux pour renforcer la sécurité autour de la zone, a déclaré M. Abiodun.

## NIGÉRIA

## 5 policiers tués par des hommes armés dans le nord du pays

Cinq policiers ont été tués lors d'un riposte des forces de sécurité à une tentative d'attaque contre des civils dans l'Etat du Niger, dans le nord du Nigeria, ont déclaré les autorités.

Wasiu Abiodun, porte-par-

ole de la police de l'Etat du Niger, a déclaré qu'une équipe combinée de policiers et de militaires avait répondu, samedi, à un appel concernant un groupe d'hommes armés aperçus près d'un village dans la zone du gouver-

nement local de Gurara, et qui tentaient d'attaquer certaines communautés".

"Certains des hommes armés ont été tués tandis que d'autres s'en sont sortis avec des blessures par balle", a-t-il déclaré, dimanche soir,

ajoutant que "cinq policiers avaient perdu la vie au cours des combats".

Un autre groupe de renfort a été envoyé sur les lieux pour renforcer la sécurité autour de la zone, a déclaré M. Abiodun.

## AFRIQUE DU SUD

## Au moins 12 morts dans des inondations

Au moins douze personnes sont mortes dans des inondations causées par de fortes pluies en Afrique du Sud où l'état de catastrophe nationale a été déclaré, la montée des eaux affectant notamment le parc touristique Kruger, selon le département national de gestion des catastrophes mardi. Un précédent bilan la veille faisait état de 7 morts. Les intempéries ont fait des victimes dans quatre provinces - sur neuf au total - longeant la bordure est du pays dont une grande partie est ouverte sur l'océan Indien, a précisé la porte-parole du département, Lungi Mtshali.

"La province du Mpumalanga (nord-est) semble être la plus touchée jusqu'à présent. La situation au parc Kruger n'est vraiment pas bonne", a-t-elle souligné. La plus grande réserve nationale du pays qui s'étend sur 2 millions d'hectares est traversée par plusieurs cours d'eau dont la plupart sont en crue depuis le week-end dernier, selon l'Institut national de prévisions météo (SAWS).

Plusieurs camps à l'intérieur de la réserve avaient été préventivement évacués dans les jours précédents.

Les pluies ont commencé à s'abattre la semaine dernière sur le pays, provo-

quées par une soudaine vague de froid en plein été austral.

Plus de 200 mm de précipitations sont tombées en une journée dans certaines zones, a expliqué Puseletso Mofokeng, prévisionniste au SAWS, cité par l'AFP.

De nouvelles pluies sont prévues tout le reste de la semaine avec l'arrivée d'une dépression tropicale cette fois, a mis en garde Mofokeng, ajoutant qu'avec "des surfaces déjà saturées, l'eau ne peut plus être absorbée par les sols et les inondations surviennent plus facilement".

La présidence a déclaré lundi l'état de catastrophe nationale. Le gouvernement prévoit la fourniture "d'abris temporaires, de nourriture et de couvertures aux personnes ayant perdu leur toit, ainsi que la réhabilitation coûteuse et à grande échelle des infrastructures". D'importantes destructions ont déjà été signalées avec des routes et des ponts endommagés ainsi qu'un hôpital touché.

Le pays a connu l'an dernier les pires inondations de son histoire frappant la ville côtière de Durban (sud-est).

Des pluies diluviennes avaient déclenché d'impressionnantes coulées de boue emportant tout sur leur passage.

Ces intempéries avaient fait plus de

400 morts et de nombreux disparus, avec des dommages se montant à plusieurs dizaines de millions d'euros.

## KENYA

## Déploiement de militaires dans une région touchée par sécheresse et violence

Le Kenya va déployer mercredi des troupes dans le nord du pays frappé par la sécheresse et l'insécurité, a annoncé le gouvernement, accusant des bandits et des voleurs de bétail d'y avoir tué des dizaines de personnes.

Le 15 février 2023, les Forces de défense du Kenya seront déployées en soutien à la police nationale en réponse à l'urgence de sécurité (...) causée par des actes endémiques de banditisme" dans cette région, a indiqué le gouvernement dans un avis publié lundi au Journal officiel.

Ce déploiement est soumis à une approbation du Parlement. Ces six derniers mois, plus de 100 civils et seize policiers ont été tués par des "bandits en maraude et des terroristes voleurs de bétail" dans la région du nord de la vallée du Rift, a précisé lundi le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Le vol de bétail ou les querelles au sujet de pâturages et de sources d'eau sont monnaie courante entre les communautés d'éleveurs dans le nord du Kenya.

"Ces derniers jours, des gangs meurtriers ont intensifié leur terreur sur des Kényans innocents et sur les forces de l'ordre, incendiant des écoles, des véhicules de police et d'autres équipements sociaux", a précisé le ministère.

Plusieurs centaines de personnes ont été forcées de fuir leur domicile, a-t-il ajouté, déclarant une urgence nationale et ordonnant aux citoyens de rendre toute arme à feu illégale dans les trois prochains jours.

Le Kenya est en proie à la pire sécheresse depuis quatre décennies.

Le manque d'eau lors des saisons des pluies a fait des ravages sur le bétail et les cultures.

ONU

## Enfants dans les conflits armés: l'ONU dénonce le niveau "toujours élevé" des violations



### CHINE-IRAN Le président iranien en Chine pour rencontrer Xi Jinping

Le président iranien Ebrahim Raïssi entame mardi une visite officielle de trois jours en Chine pour renforcer la coopération entre les deux pays.

M. Raïssi sera reçu par le président chinois Xi Jinping. Le programme officiel de la visite n'est pour l'heure pas connu.

Les deux dirigeants s'étaient rencontrés pour la première fois en septembre lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), organisé à Samarcande en Ouzbékistan.

Lors de ce sommet, le président iranien avait appelé au renforcement des relations économiques avec Pékin, notamment dans les domaines "du pétrole et de l'énergie, du transit, de l'agriculture, du commerce et de l'investissement".

Pékin cherche depuis longtemps à renforcer ses liens avec Téhéran.

Le président Xi Jinping avait décrit l'Iran comme "le principal partenaire de la Chine au Moyen-Orient" lors d'une rare visite dans le pays en 2016.

Pékin veut "jouer un rôle constructif dans le renforcement de l'unité et de la coopération avec des pays du Moyen-Orient, et la promotion de la sécurité et de la stabilité dans la région", a souligné lundi devant la presse un porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin.

Le président iranien doit également s'entretenir avec des hommes d'affaires chinois et des compatriotes vivant en Chine, selon l'agence officielle iranienne Irna.

Pékin est le premier partenaire commercial de l'Iran et était l'un de ses plus gros acheteurs de pétrole avant que l'ancien président américain Donald Trump ne réimpose en 2018 des sanctions, après le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien, connu sous l'acronyme JCPOA.

L'Iran et les grandes puissances ont lancé en avril 2021 à Vienne des pourparlers visant à ressusciter cet accord international conclu en 2015 qui garantissait le caractère civil du programme nucléaire de l'Iran.

Ces négociations sont désormais au point mort. Pékin est l'un des membres du groupe de dialogue qui vise à relancer cet accord entre l'Iran d'un côté et six grandes puissances (Chine, Russie, Etats-Unis, France, Allemagne et Royaume-Uni) ainsi que l'Union européenne. La dernière visite en Chine d'un président iranien remonte à juin 2018. Le modéré Hassan Rouhani (2013-2021) avait alors participé à un sommet de l'OCS.

La représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, Virginia Gamba, a dénoncé lundi devant le Conseil de sécurité, le niveau "toujours élevé des violations touchant les enfants dans les conflits et appelé à "une meilleure approche" de la prévention pour les enfants les plus vulnérables.

Cette approche consisterait en une évaluation des facteurs de risque pour ces enfants, des pourparlers avec les parties aux conflits et une stratégie coordonnée des partenaires humanitaires et des organisations régionales, a expliqué la responsable onusienne lors d'une réunion lundi du Conseil de sécurité des Nations unies sur la prévention des violations contre les enfants dans les conflits armés.

Rappelant que 25 situations sont actuellement suivies dans le cadre du programme des Nations unies sur les enfants et les conflits armés, la représentante spéciale a noté que la prévention des conflits et le maintien de la paix, comme le prévoit la résolution 2427 de 2018 du Conseil, n'ont "jamais été aussi pertinents et urgents".

Dans ce contexte, Virginia Gamba a regretté que selon les données récentes,

les tendances en matière de violations commises contre des enfants demeurent à un "niveau scandaleusement élevé".

En 2021, dernière année de référence, les Nations unies ont relevé près de 24.000 violations graves commises contre des enfants, essentiellement des meurtres et les mutilations, le recrutement et l'utilisation, et trois refus d'accès humanitaire ainsi que des enlèvements. Certaines informations pour son prochain rapport pour 2022 confirment que ces tendances se poursuivent, ce qui rend plus nécessaire que jamais non seulement de documenter et vérifier les violations et les sévices mais aussi d'améliorer la compréhension et l'identification des risques et des vulnérabilités préexistants pour les enfants, essentielles pour les protéger et prévenir les violations de leurs droits une fois qu'un conflit aura éclaté.

### PALESTINE Blinken "profondément préoccupé" par la décision de l'entité sioniste d'étendre les colonies en Cisjordanie occupée

Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken s'est dit lundi "profondément préoccupé" par la décision de l'entité sioniste

de légaliser neuf colonies en Cisjordanie occupée et par un projet de nouveaux logements dans les colonies existantes.

"Nous sommes profondément préoccupés par la décision de l'entité sioniste hier d'avancer la construction de jusqu'à 10.000 logements et d'entamer rétroactivement le processus visant à légaliser neuf colonies en Cisjordanie qui étaient considérées auparavant comme illégales d'après la loi sioniste", a-t-il déclaré dans un communiqué.

"Comme les gouvernements précédents, démocrates et républicains, nous nous opposons fermement à de telles mesures unilatérales, qui exacerbent les tensions et sapent les efforts pour la négociation d'une solution à deux Etats", a ajouté M. Blinken.

Ces mesures annoncées par l'entité sioniste dimanche interviennent après une récente visite d'Antony Blinken dans la région pendant laquelle il avait explicitement mis en garde contre une reprise d'activité dans les colonies afin d'apaiser les tensions.

### 70 ONG mettent en garde contre les conséquences des pratiques sionistes à El-Qods sur la région

Environ 70 organisations palestiniennes, ont mis en garde contre une "forte explosion dans la région" en raison des pratiques sionistes dans la ville d'El-Qods occupée et la mosquée Al-Aqsa.

Des dizaines de Palestiniens, de dignitaires et d'érudits religieux représentant 70 organisations palestiniennes, ont participé, lundi, à un rassemblement, organisé à Ghaza à l'occasion de la commémoration de la "Semaine internationale d'El-Qods", qui commence le 13 février et se termine le 20 du même mois chaque année.

Les participants ont brandi des banderoles sur lesquelles était écrit : "La mosquée Al-Aqsa est une croyance qui ne sera pas touchée", "El-Qods nous unit".

Depuis le début de cette année, la ville d'El-Qods, le troisième lieu saint de l'Islam, et ses environs connaissent une grande tension, alors que les nouvelles autorités de l'occupation ont intensifié leurs pratiques contre les Palestiniens qui y résident, rapportent des organisations de défense des droits de l'homme.

ALLEMAGNE

### Pénurie d'enseignants en raison du vieillissement de sa population

Au cours de l'année scolaire 2021-2022, le taux d'emploi à temps partiel des enseignants dans les écoles d'enseignement général en Allemagne a atteint son plus haut niveau de ces dix dernières années, a annoncé lundi l'Office fédéral des statistiques de l'Allemagne (Destatis).

Sur les 709.000 enseignants employés au cours de ladite année scolaire, près de 41 % travaillaient à temps partiel et plus d'un tiers étaient âgés de 50 ans et plus.

L'association des enseignants du pays a averti fin janvier que le système éducatif allemand était confronté à la "plus grande pénurie d'enseignants depuis 50 ans", pointant du doigt les échecs de la politique éducative du gouvernement au cours des 15 dernières années.

Selon une récente enquête des ministères de l'Education et des Affaires culturelles des Lander, menée par Redaktionsnetzwerk Deutschland (RND), il y a actuellement 12.000 postes d'enseignants vacants en Allemagne.

Cependant le chiffre réel pourrait en fait atteindre 40.000, a noté l'association des enseignants.

La pénurie d'enseignants dans le pays est principalement causée par le changement démographique et fait "partie de la pénurie générale de travailleurs qualifiés", a indiqué dans un communiqué la Conférence permanente des ministres de l'Education et des Affaires culturelles des Lander (KMK), estimant qu'il serait "guère possible de former suffisamment d'enseignants à l'avenir".

En raison du vieillissement de sa population, l'Allemagne est confrontée à une grave pénurie de travailleurs qualifiés dans de nombreux secteurs.

D'ici 2030, le marché du travail allemand aura besoin de six millions de travailleurs supplémentaires, a déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz au journal Bild am Sonntag au début du mois.

### ETATS UNIS Une équipe inter-agences pour examiner les objets volants détruits par l'armée

Les Etats Unis vont mettre en place une équipe inter-agences pour examiner les objets volants détectés dans l'espace aérien américain et détruits par le Pentagone.

"Le président (Joe Biden), par l'intermédiaire de son conseiller à la sécurité nationale, a chargé une équipe inter-agences d'étudier les implications politiques plus larges pour la détection, l'analyse et l'élimination d'objets aériens non identifiés qui présentent des risques pour la sécurité ou la sûreté", a annoncé le porte-parole de la sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby lors d'un briefing lundi.

Le porte-parole a précisé que l'équipe inclura "tous les éléments du gouvernement" fédéral et fait partie d'un effort pour "redoubler d'efforts afin d'appréhender ces incidents".

Le travail de l'équipe prévoit aussi la sensibilisation des entreprises du secteur privé qui produisent des ballons météorologiques ou d'autres engins comme les objets abattus ce week-end, a-t-il indiqué.

Un avion de combat américain a abattu dimanche un nouvel "objet" volant près de la frontière canadienne, dernier en date des trois mystère eux engins repérés depuis que les radars militaires ont été améliorés.

Les trois objets abattus depuis vendredi ont été détectés après que la défense aérienne américaine a ajusté les paramètres du radar pour rechercher des objets plus petits et se déplaçant plus lentement, avait indiqué la secrétaire adjointe à la défense Melissa Dalton.



## EVOCATION DE MEDJOUBI

## Le public Annabi en symbiose avec la pièce "El Hagggar, El Makkar oua el Nia"

Le public du théâtre d'Annaba a réagi positivement à la pièce "El Hagggar, El Makkar oua el Nia" mise en scène par Bachir Slatnia, présentée en avant première, à l'occasion du 28ème anniversaire de la disparition du comédien et metteur en scène Azzedine Medjoubi.



Les spectateurs ont rempli la salle du théâtre régional Azzedine Medjoubi, faisant ainsi montre de "considération pour la création artistique et théâtrale qui demeure un moyen éducatif pour poser les questions sensibles et chercher les solutions qui intéressent la société", ont souligné des

jeunes rencontrés par l'APS, à la fin du spectacle.

La pièce "El Hagggar, El Makkar oua el Nia" produite par la coopérative culture du théâtre "Port Said" d'Alger, traite avec humour, les problèmes de l'avenir des jeunes, leur prise en charge, le rôle des parents, perçus à la lumière du passé colonial et

de la responsabilité de la société. La pièce d'une durée d'une heure 15 minutes est une adaptation de "Les fourberies de Scapin" de Molière, elle raconte l'histoire de deux bourgeois qui courent derrière la fortune, en oubliant l'essentiel, l'investissement dans leur progéniture.

Le metteur en scène Ba-

chir Slatnia a souligné que l'équipe en charge du montage de cette pièce a choisi l'humour comme approche dans le traitement des travers de la société, les comportements négatifs, tel que le refus de se remettre en cause.

La pièce est interprétée par neuf comédiens, dont quatre femmes.

## PARUTION

## "L'œil et L'oreille", un ouvrage de Mohammed Kali sur la langue intermédiaire dans le Théâtre algérien

L'écrivain journaliste, Mohammed Kali a récemment publié "L'œil et l'oreille, des langues aux langages dans le théâtre algérien", un ouvrage qu'il consacre essentiellement à la problématique de la langue intermédiaire dans la pratique du quatrième Art en Algérie.

Nourri d'une bibliographie conséquente, ce bel ouvrage de 180 pages, paru aux éditions "Chihab" apparaît comme un essai, où l'auteur engage une réflexion profonde déployée en douze chapitres, sur la question du véhicule linguistique à utiliser dans le théâtre algérien, rappelant l'apport des différentes variations linguistiques par lesquelles il s'est jusque-là exprimé.

Dressant un état des lieux sur l'évolution de ce théâtre et sa capacité à répercuter la réalité algérienne, en éternelle mutation, Mohammed Kali fixe le cap de ses recherches sur l'évolution du 4e Art en Algérie dans ses contenus et ses formes, en liaison perpétuelle avec les faits historiques et sociaux de différentes époques.

L'auteur poursuit en interrogeant les variations linguistiques utilisées dans le théâtre algérien (arabe littéraire, dar dja, tamazight et français) sur leur

efficacité sémantique et esthétique à découper et théâtraliser la réalité algérienne pour la répercuter ensuite sur les planches. A la question relative à l'expression théâtrale qui ne serait tributaire que des langues, l'essayiste relève d'abord, la primauté de l'action sur la langue, et que celle-ci, a été, à des époques différentes, "lieu de domination et de résistance", pour devenir un "élément du spectacle" parmi d'autres moyens esthétiques et techniques, mis en œuvre dans la traduction scénique d'un texte dramatique.

Conséquence de toutes ces expériences dans un théâtre déjà établi, Mohammed Kali évoque l'éloignement progressif, à partir des années 1990, du Théâtre algérien de "ses tendances langagières" et son rapprochement des "standards contemporains" qui considèrent la langue dans un "dispositif créatif global".

L'auteur aborde l'avènement novateur du théâtre en tamazight et la question de l'espace scénique comme miroir de la parole, pour revenir sur le dar dja comme pur produit social, en perpétuelle évolution.

Le théâtre de l'absurde, nouveau genre intervenant dans le théâtre al-

gérien en réceptacle du sens et reflet de la réalité, la réécriture comme un acte hautement intellectuel, sont autant d'objets d'étude sur lesquels, la plume de l'auteur s'est penchée avec autant de persévérance. L'essayiste consacre ensuite plusieurs chapitres à la genèse du théâtre algérien, mettant en valeur l'influence socio-culturelle des lieux où il est pratiqué, ainsi que les nombreux courants et écoles qui l'ont traversé, renforçant ainsi, l'expression de l'action et de la parole sur les planches, à l'exemple des théâtres, classique avec William Shakespeare, de la Cruauté avec Antonin Artaud, de l'Absurde avec Samuel Beckett, Eugène Ionesco et Peter Brook, ou encore, celui Existentiel avec Jean Paul Sartres.

En couverture de l'ouvrage, l'auteur a choisi une scène du spectacle "GPS", une pièce de théâtre sans texte mise en scène par Mohamed Cherchal qui renvoie au théâtre comme système d'expression globale.

Journaliste depuis 30 ans, Mohammed Kali est spécialisé dans la critique théâtrale et cinématographique avec, à son actif, plusieurs ouvrages et contributions dans des journaux et revues nationaux et étrangers.

dans un monde imaginaire, avec l'héroïne de la pièce Zhara et ses amis qui veulent réaliser leurs rêves grâce au magicien.

Le texte de cette pièce a été adapté par Faiza Bibeche, la mise en scène a été faite par Nabil Saadane.

APS

## MÉDIAS

## Création prochaine de la chaîne radiophonique "Zaman-Radio-Fm" (Baghali)

Le directeur général de la Radio algérienne Mohamed Baghali a annoncé lundi depuis Béchar la création "prochainement" d'une nouvelle chaîne radiophonique "Zaman-Radio-FM" pour revaloriser les émissions et autres programmes d'antan.

"Une nouvelle chaîne radiophonique, à savoir Zaman-Radio-FM sera créée prochainement par la Radio algérienne dans l'objectif de revaloriser et de mettre en avant les émissions et autres programmes d'antan", a déclaré M. Baghali à l'APS en marge de la célébration de la journée internationale de la radio, célébrée le 13 février de chaque année.

La nouvelle station radiophonique sera consacrée "à tous les programmes nostalgiques", a-t-il révélé.

La création de la nouvelle chaîne, qui s'inscrit dans le cadre du "Plan de développement de la Radio algérienne pour l'année 2023, vient renforcer les démarches visant à satisfaire les goûts de nos auditeurs tant dans le pays qu'à l'étranger", a souligné M. Baghali.

Intervenant lors d'une rencontre organisée à l'université Tahri Mohamed, à l'occasion de la célébration de la journée internationale placée sous le signe "Radio et Paix" et qui s'est déroulée en présence des autorités locales de Béchar et de la wilaya de Béné-Abbès, ainsi que de la déléguée nationale pour la protection et la promotion de l'enfance, Meriem Chorfi, le directeur général de la Radio algérienne a indiqué que l'entreprise nationale radiophonique "est le média le plus implanté géographiquement en Algérie, du fait de sa présence dans les 58 wilayas que compte le pays, à travers ses 48 stations et ses 10 bureaux permanents qui couvrent les nouvelles wilayas, en plus des chaînes nationales et autres thématiques".

Auparavant, M. Baghali a visité le nouveau siège de la Radio algérienne à Béchar, en voie d'aménagement au titre des efforts de renforcement et de promotion des conditions de travail de ses journalistes, techniciens et agents.

Elle figure parmi les premières stations radiophoniques locales ouvertes en 1991.

Un nouveau centre de la station radiophonique locale offrant toutes les commodités de travail aux journalistes et techniciens a été mis à la disposition de la radio algérienne à Béné-Abbès, a indiqué à l'APS le wali Saad Chentouf.

Cette structure radiophonique mise en place vise à contribuer au développement de la radio algérienne dans la région, a fait savoir le chef de l'exécutif de cette nouvelle wilaya dans le Sud-ouest du pays.

## AÏN TEMOUCHENT Plus de 25 participants en vue pour le prix "Aïssa Messaoudi" de la photographie

Vingt-cinq photographes ont confirmé leur participation à la 5ème édition du prix "Aïssa Messaoudi" de la photographie prévue à partir de vendredi à la Maison de la culture éponyme, a-t-on appris lundi des organisateurs.

Le directeur de cet établissement, Mohamed Amine Mekaoui, a indiqué que cette manifestation, coïncidant avec la célébration de la Journée nationale du Chahid, verra la participation de 25 artistes photographes issus de 21 wilayas. "Cette édition de trois jours vise à offrir aux amateurs de la photographie un espace pour montrer leur travail créatif et une occasion pour tester leur savoir-faire et échanger leurs expériences et les nouvelles technologies acquises dans ce domaine", a expliqué ce responsable.

Le comité d'organisation a fixé les conditions de participation à ce challenge, dont l'originalité des œuvres présentées et le fait qu'elles n'aient subi aucune modification esthétique ou avoir fait l'objet d'une quelconque retouche, selon M. Mekaoui.

Le prix "Aïssa Messaoudi" pour la photographie est devenu un rendez-vous annuel qui attire un nombre croissant d'amateurs de photographie en provenance des quatre coins du pays et constitue un encouragement pour certains d'entre eux à participer à des manifestations internationales pour remporter des prix, a fait savoir ce responsable.

## THÉÂTRE POUR ENFANTS

## La pièce "La ville de l'émeraude" sera présentée à Constantine

Le théâtre régional Mahmoud Triki de Guelma présentera mardi sa nouvelle pièce pour enfants, intitulée "La ville de l'émeraude", au théâtre régional Mohamed Tahar Fergani de Constantine, a-t-on appris lundi de cette institution culturelle.

"Cette pièce sera présentée

à 14h 30, devant les spectateurs du 4ème art", a déclaré à l'APS le chargé de la communication du théâtre de Guelma, Amine Guernine.

Il a, par ailleurs, indiqué que cette pièce destinée aux enfants a été écrite au terme d'ateliers de formation et des sessions d'apprentissage or-

ganisées par le théâtre Mahmoud Triki entre juillet 2022 et le début 2023.

Selon la même source, cette création est adaptée du roman pour enfants "The wonderful wizard" de l'auteur américain Lyman Frank Baum (1856-1919).

Elle transporte les enfants

## UNION EUROPÉENNE Un nouveau fonds d'investissement pour les pépites de la tech



Cinq Etats membres de l'Union européenne ainsi que le Groupe BEI, dont fait partie la Banque européenne d'investissement, vont participer au lancement d'un fonds d'investissement doté de 3,75 milliards d'euros et destiné à soutenir les futurs champions de la tech, a annoncé lundi la BEI.

Baptisé Initiative champions technologiques européens (ICTE), cet outil d'investissement "soutiendra les entreprises de haute technologie qui en sont à un stade de croissance avancé", a écrit la Banque européenne d'investissement, dans un communiqué lundi.

Il "contribuera à combler le déficit de financement qui crée une dépendance des jeunes pousses innovantes les plus prometteuses d'Europe à l'égard des capitaux non européens", a-t-elle ajouté.

Dans le détail, l'ICTE a obtenu des engagements financiers de cinq Etats, la France

à hauteur d'un milliard d'euros, l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique, pour un montant total de 3,25 milliards d'euros.

Le groupe BEI, composé de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement (FEI) qui gère ce fonds, s'est engagée à hauteur de 500 millions d'euros.

"La taille du fonds devrait augmenter et attirer de nouveaux engagements à l'avenir", précise par ailleurs la BEI, selon laquelle ce fonds aidera particulièrement "les entreprises qui cherchent à lever des montants supérieurs à 50 millions d'euros".

### ESPACE

## Report du lancement d'un vaisseau Soyouz après une nouvelle fuite sur l'ISS

L'agence spatiale russe Roscosmos a annoncé lundi reporter à début mars au plus tard le lancement d'un vaisseau Soyouz MS-23 censé ramener sur Terre trois spationautes après la découverte d'une nouvelle fuite à bord d'un autre vaisseau, arrimé à la Station spatiale internationale (ISS).

Samedi, Roscosmos avait indiqué dans un communiqué avoir détecté "une chute de la pression dans le cargo Progress MS-21, qui doit se désamarrer de l'ISS le 18 février" et en "étudier les raisons". "La température et la pression à bord de l'ISS sont à des niveaux normaux", avait toutefois rassuré l'agence russe, des propos

semblables à ceux de la Nasa publiés dans un communiqué séparé: "L'équipage (...) n'est pas menacé". Lundi, le chef de Roscosmos, Iouri Borissov, a déclaré qu'en raison de cet incident dont l'origine est vérifiée par une "commission d'urgence", "le lancement du vaisseau Soyouz MS-23 sans pilote a été reporté à la première décade de mars au plus tard". Ce nouvel incident intervient deux mois après une première fuite dans un vaisseau arrimé à l'ISS, qui était alors censé ramener sur Terre deux cosmonautes russes et leur collègue américain. Cette fuite, qui a entraîné une tâche brunâtre sur l'extérieur de l'engin se-

lon une photo diffusée lundi par Roscosmos, avait surtout provoqué une "légère" hausse de température selon l'agence russe. Forcée de trouver une solution, l'agence a prévu d'envoyer un autre vaisseau récupérer le trio de spationautes dont la mission doit s'achever dans les prochains jours. C'est ce vaisseau alternatif dont le départ a été repoussé officiellement lundi. "Bien que le résultat des deux situations d'urgence soit le même, les causes peuvent être différentes", a déclaré lundi M. Borissov au sujet des deux fuites intervenues quasiment coup sur coup.

APS

### PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



## KICK-BOXING - OPEN 2023 WAKO Trois médailles pour l'Algérie, dont deux en argent

Trois Kickboxers du club WRB Alger-Centre se sont distingués au tournoi international "Open WAKO", clôturé dimanche soir à Karlovac (Croatie), en glanant trois médailles: deux argent et une bronze.

Les médailles d'argent ont été l'œuvre d'Oussama Diab et Mohamed Kadri, alors que qu'Alaie Abdeldjalil Aissani s'est contenté d'une breloque en bronze.

La compétition s'est déroulée

du 10 au 12 février à Karlovac, une ville croate située à environ 60 kilomètres au Sud-ouest de la capitale Zagreb. Elle a drainé la participation d'un total de 39 pays. La formation algérienne

était encadrée par le coach Brahim Sergma, alors que son compatriote, l'arbitre Khair Dilmli, a été retenu par les organisateurs, pour officier certains combats lors de ce tournoi.



## TENNIS - COMPÉTITIONS INTERNATIONALES Les seniors algériens poursuivent leur préparation à Alger (FAT)



Les sélections algériennes seniors "messieurs et dames", poursuivent leur stage de préparation entamé vendredi, au Tennis Club de

Bachdjarah (Alger), a annoncé lundi la Fédération algérienne de tennis (FAT) sur son site web.

"Les seniors algériens poursuivent leur préparation sous la conduite du nouveau directeur des équipes nationales (DEN), Noureddine Ghoul", a écrit la FAT dans un communiqué.

Chez les messieurs, trois athlètes sont concernés par ce stage. Il s'agit de Slimane Kichou, Mehdi Hameurlaine et

Islam Kaidi, encadrés par l'entraîneur Abdelhak Hameurlaine.

L'équipe des dames est présente avec Amira Benaïssa, Bouchra Mebarki, Farah Heddar et Hanna Bougouffa. Les dames sont encadrées par l'entraîneur Kheiridine Bounifa.

Selon l'instance fédérale, ce groupement est organisé en prévision des prochaines échéances internationales.

## TENNIS - CLASSEMENT MONDIAL WTA L'Algérienne Inès Ibbou se maintient au 472<sup>e</sup> rang



La tennismen algérienne Inès Ibbou, bien que sans compétition depuis plusieurs semaines, a réussi à se maintenir pour une deuxième semaine consécutive au 472<sup>e</sup> rang du classement mondial de la WTA, avec 94 points, suivant le nouveau Ranking de l'instance, dévoilé lundi. L'ex-championne d'Afrique junior, aujourd'hui âgée de 24 ans, a même réussi à gagner une place dans le tableau double, se hissant au 306<sup>e</sup> rang, avec 253 points. La semaine a été meilleure pour sa compatriote Amira Ben Aïssa, ayant gagné quatre places dans ce nouveau classement, aussi bien en simple qu'en double. Une progression qui permet à l'Oranaise de 33 ans de se hisser au 962<sup>e</sup> rang, en simple (15 pts), et au 1257<sup>e</sup> rang en double, avec un ratio de 11 points.

## ATHLÉTISME - MARATHON DE DUBAÏ L'Algérien Djamel Ben Azza 2<sup>e</sup> chez les plus de 40 ans



L'Algérien Djamel Ben Azza, engagé dans la catégorie des plus de quarante ans, a décroché la deuxième place au marathon de Dubaï, disputé dimanche aux Emirats Arabes Unis, avec un chrono de deux heures, trente-deux minutes et vingt-trois secondes. La course a été remportée par l'Erythréen Ehsan Zeyni Vand Nezhad, entré en première position, avec un chrono de deux heures, vingt-six minutes et vingt-quatre secondes. Le podium de cette édition 2023 du marathon de Dubaï a été complété par le Kenyan Peter Kamau, entré en troisième position, avec un chrono de deux heures, trente-neuf minutes et dix-huit secondes. Pendant la cérémonie protocolaire ayant suivi la course, Ben Azza et les autres lauréats de ce marathon ont reçu des diplômes et cadeaux symboliques.

## CYCLISME-CHAMPIONNATS D'AFRIQUE (COURSE EN LIGNE ELITE/U23) La médaille d'argent pour Hamza Yacine, Amari en bronze

Les cyclistes algériens Hamza Yacine et Hamza Amari ont remporté respectivement les médailles d'argent et de bronze de la course en ligne (Elite et U23) des Championnats d'Afrique sur route qui se déroulent dans la capitale ghanéenne Accra.

Hamza Yacine a franchi la ligne d'arrivée de la course longue de 132 Km en deuxième position, devenant par la même occasion le premier athlète algérien à avoir composé son billet pour les Jeux olympiques 2024 de Paris.

Dès son côté, Hamza Amari (20 ans) a décroché la médaille de bronze chez la catégorie des moins de 23 ans (U23). Huit cyclistes algériens ont pris part à la course en ligne : Azzedine Lagab, Hamza Mansouri, Abdellah Benyoucef, Islam Mansouri, Hamza Amari, Yacine Hamza, Abderrahmane Mansouri et Nassim Saïdi.



Ces deux nouvelles médailles portent le total provisoire de l'Algérie à 20 breloques : 8 or, 6 argent et 6 bronze.

Dix-neuf nations participent à ces Championnats d'Afrique 2023 de cyclisme sur route, qui devront prendre fin, lundi à Accra.

Outre l'Algérie et le Ghana (Pays hôte), plusieurs autres nations sont engagées dans cette compétition, dont le Bénin, l'Angola, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, l'Erythrée, l'Éthiopie, le Nigeria, le Rwanda et l'Ouganda.

## MONDIAUX DE BIATHLON Doublé sprint-poursuite pour Johannes Boe

Doublé sprint-poursuite, plus or du relais mixte en ouverture: le Norvégien Johannes Boe a survolé la première semaine des Championnats du monde de biathlon à Oberhof (Allemagne), à l'image de son impressionnante démonstration en poursuite dimanche. Vainqueur du sprint la veille et parti avec une quinzaine de secondes d'avance sur son plus proche poursuivant, son frère aîné Tarjei, Johannes Boe a offert un régal aux quelque 23.500 spectateurs massés dans les tribunes et au long des boucles d'Oberhof: tir parfait et autoritaire, il s'est imposé avec nettement plus d'une minute d'avance. Non sans avoir pris le temps de serrer le poing avant de quitter le pas de tir et de prendre la pause, un genou à terre, avant de couper la ligne d'arrivée. Son compatriote Sturla Laegreid, sans-faute également derrière la carabine, a terminé 1 min 11 sec plus tard. Seul le Suédois Sebastian Samuelsson, finalement à près de deux minutes de Boe (+1:54, avec 2 fautes), a empêché un nouveau triplé norvégien en privant de justesse Tarjei Boe de la troisième place. Le cadet de la fratrie, lui, est décidément hors d'atteinte.



## CYCLISME - TOUR D'OMAN L'Américain Matteo Jorgenson prend les commandes

Le cycliste américain Matteo Jorgenson, sociétaire de l'équipe Movistar, a pris les commandes du Tour d'Oman lundi, en remportant la troisième étape, avec un chrono de 3 heures, 33 minutes et 51 secondes, s'attribuant ainsi le maillot de leader.

C'est la première victoire professionnelle du jeune Américain de 23 ans, et il l'a décrochée à l'issue d'une étape particulièrement difficile, pour s'imposer au sommet de Jabal Haat, à l'issue d'une montée finale de 4,6km à 8,5%. Matteo Jorgenson s'est imposé devant le Belge Mauri Vansevenant (Soudal Quick-Step) et le Français Geoffrey Bouchard (AG2R-Citroën). "Je commençais à me dire que cette première victoire ne viendrait jamais. Ce genre de choses finissent toujours par vous trotter dans la tête, et vous vous dites que vous n'avez pas assez de talent pour y arriver. Je suis donc super content d'avoir gagné. C'est un sentiment fantastique", a-t-il commenté à l'arrivée.





## EQUIPE NATIONALE FÉMININE

32 joueuses convoquées au 1<sup>re</sup> stage de l'année à Sidi Moussa (Alger)

Trente deux (32) joueuses formant la sélection nationale féminine de football dont 19 évoluant à l'étranger, ont entamé, lundi au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger), leur premier stage de l'année qui se poursuivra jusqu'au 22 février, en prévision des prochaines échéances internationales, a indiqué, mardi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

Conduite par le nouveau sélectionneur national, Farid Benstiti, installé officiellement fin décembre dernier, l'équipe féminine reprend donc du service, après une longue absence, mais avec une nouvelle phase et de nouvelles joueuses convoquées pour la première fois en équipe nationale.

Deux matchs d'application figure au programme des féminines, contre des clubs évoluant dans le championnat d'élite national et des séances d'entraînement au niveau du terrain annexe du stade Nelson Mandela de Baraki. Lors de l'ouverture du stage, le président de la Fédération algérienne de football, Djahid Zefizet a souligné les efforts que consent le bureau fédéral pour la relance du football féminin et l'importance qui lui est accordée à travers un programme très ambitieux. "Avec la sélection nationale A, c'est une nouvelle page qui s'ouvre avec l'apport d'un staff compétent et ambitieux et des échéances prometteuses", a indiqué le président.

Outre le sélectionneur national et ses collaborateurs, Rachid Ait Mohamed (entraîneur-adjoint), Boukhalfa Branci (entraîneur des gardiennes de but) et Moha-



med Chérifi (préparateur physique), la séance inaugurale du stage des féminines a enregistré, entre la présence, entre autres, du Directeur technique national (DTN),

Mustapha Biskri et son adjoint Djelloul Zohir et de la présidente de la Commission du football féminin et membre du bureau fédéral, Mlle Nassiba Laghouati.

## Liste des joueuses retenues pour le stage:

Abadou Léa (US Saint-Malo/France), Belkhit Morgane (ASJ Soyaux Charente/France), Boutaleb Inès (FC Metz/France), Chebel Imène, Nali Nihed (Stade Brestois 29/France), Guellati Sofia (Rodez Aveyron Football/France), Khellas Armelle (S.S Lazio Rome/Italie), Khelif Lina (FC Toulouse/France), Khezami Roselène, Bouzid Wissem (US Orléans Loiret/France), Kouli Sylia (FC Nantes/France), Lahmari Anissa (EA Guingamp/France), N'gazi Chloé (FC Fleury 91/France), Smaali Emma (RC Lens/France), Adjabi Ikram (GPSO 92 Issy/France), Bekhti Nassima (Le Mans FC/France), Djemai Louisa Céline (Le Puy Foot 43 Auvergne/France), Boubezari Hanna Lina (Lidköping FC/Suède), Nacer Myriem (RC Lens/France), Merrouche Imène (FC Constantine), Hamideche Aicha, Hadji Djohher Nafissa (Afak Relizane), Nefidssa Khadidja, Haleyi Amina, Bahri Ikram, Bara Ftima, Lounas Lamia, Ouzai Nabila Bochara (ASE Alger Centre), Bekhedda Fethia, Ben Aichouche Rahima (JF Khroub), Rabhi As-sia et Ayadi Djemaâ Ghania (CF Akbou).

LIGUE 1 (16<sup>E</sup> JOURNÉE)

## Le CS Constantine sanctionné d'un huis clos (LFP)

Le CS Constantine a écopé d'un match à huis clos plus 200.000 DA d'amende pour "utilisation de fumigènes et jet des projectiles" (3e infraction) lors du match contre l'USMK Khenchela (1-1) de la 16e journée de Ligue 1, a indiqué la Ligue de football professionnel lundi soir. Suite à cette sanction, le CS Constantine jouera son prochain match à domicile contre la JS Kabylie de la 17e journée de Ligue 1, sans la présence de son public. La commission de discipline de la LFP qui s'est réunie ce lundi pour traiter les affaires des rencontres de la 16e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, disputées le vendredi 10 et dimanche 12 février 2023, a sanc-

tionné d'un match ferme et 30.000 DA d'amende les joueurs Aoued Hocine (Paradou AC) et Fourloul Snouci (MCO) pour cumulation de cartons pour le premier et contestation de décision pour le second. La même sanction a été infligée à l'entraîneur adjoint du MC Oran Moulay Haddou (interdiction du terrain et de vestiaires)

plus 30.000 DA d'amende. La commission de discipline a également sanctionné financièrement plusieurs clubs pour diverses raisons. Ainsi, l'USMK a écopé de 60.000 DA d'amende pour "utilisation de fumigènes dans les tribunes". Le MC Alger a écopé d'une mise en garde plus 200.000 DA d'amende pour "utilisation de fumigènes et

jet des projectiles" (2e infraction), lors du match face à la JS Saoura (1-1). La JS Saoura a été sanctionnée de 40.000 DA d'amende pour "conduite incorrecte de l'équipe", tandis que le MC Oran devra s'acquitter d'une amende de 60.000 DA pour "utilisation de fumigènes dans les tribunes Sanction" (récidive).

COUPE D'ALGÉRIE (16<sup>ES</sup> DE FINALE) ES SÉTIF

## "La rencontre contre la JS Saoura est décisive" (responsable)

La rencontre de l'ES Sétif contre la JS Saoura prévue mardi à 16h30 au stade 8 mai 1945 pour le compte des 16es de finale de la Coupe d'Algérie de football, "sera décisive", compte tenu des "traditions des Sétifiens dans cette compétition", a estimé lundi, la direction du club de Ligue 1.

Le directeur général de la société commerciale Entente Sportive Sétifienne "Black Eagles" Brahimi Larbaoui a déclaré à l'APS que "remporter la Coupe d'Algérie n'est pas un objectif central, mais nos traditions dans cette compétition populaire fait de cette rencontre, une confrontation décisive", ajoutant qu'"il n'est pas question de trébucher, et chacun est conscient de cette responsabilité". M. Larbaoui a considéré que "la victoire remportée devant l'US Biskra (3-1) en championnat, fera que les joueurs aborderont la rencontre face à la JS Saoura avec un moral au beau fixe, qui s'ajoute à l'avantage du terrain et la présence du public". Au sujet de la préparation des camarades du capitaine Abdelmoumène Djabou à cette rencontre importante, Larbaoui a indiqué que "le club n'a pas prévu de préparation spéciale". L'ESS jouera la rencontre de mardi contre la JSS avec un effectif au complet, l'infirmerie de l'Entente étant vide, à l'exception du milieu de terrain Nassim Yettou qui se remet d'une blessure et de fait, sera absent. Cependant l'entraîneur tunisien Chihab Ellili disposera des 4 nouvelles recrues qui ont été qualifiées récemment. A noter que les supporters de l'ESS espèrent que leur club ira loin dans cette compétition et pourquoi pas remporter la coupe de d'Algérie pour la 9e fois.

APS

## LIGUE DES CHAMPIONS (1/8ES DE FINALE-ALLER) AC MILAN-TOTTENHAM

## Bennacer regrette son forfait

Le milieu international algérien de l'AC Milan (Serie A italienne de football) Ismaël Bennacer, a réagi à son forfait, ce mardi soir à domicile face aux Anglais de Tottenham (21h00), en 1/8es finale aller de la Ligue des champions d'Europe.

"Je suis désolé de ne pas être disponible pour aider l'équipe ce soir, mais je serai le premier fan des rouges. Nous jouons avec passion, détermination et cœur. Montrons ce que nous pouvons faire. Allez les gars, Allez Milan", a écrit le joueur algérien dans une publication publiée sur son compte officiel Facebook. Remis d'une blessure à l'ischio-jambier de la cuisse gauche, Bennacer n'est pas encore à 100%, comme il l'a affirmé son entraîneur Stefano Pioli lundi, lors de la conférence de presse d'avant-match.

"Bennacer s'est entraîné avec nous hier mais il n'est pas encore à 100%, on ne peut

pas prendre le risque, donc il ne sera pas de la partie", a-t-il affirmé.

Bennacer (25 ans) s'est blessé à l'ischio-jambier de la cuisse gauche lors d'une séance d'entraînement à quelques jours du derby milanais. Le meilleur joueur de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte, a dû faire l'impasse sur le match à domicile disputé vendredi (1-0), en ouverture de la 22e journée du championnat. Un succès qui a permis au club lombard de mettre fin à une mauvaise de trois défaites de rang, toutes compétitions confondues. Pour rappel, Bennacer a prolongé son contrat le 12 janvier, de trois saisons supplémentaires, soit jusqu'au 30 juin 2027. Le joueur algérien aux 44 sélections (2 buts), compte 27 apparitions cette saison, dont 23 titularisations, toutes compétitions confondues, avec un bilan d'un but et une passe décisive.



## LIGUE 2 (GR. CENTRE-OUEST)

## Levée d'interdiction de recrutement pour l'ASM Oran

L'ASM Oran a bénéficié d'une levée d'interdiction de recrutement après avoir réglé ses litiges financiers auprès de la commission spécialisée relevant de la Fédération algérienne de football, a-t-on appris mardi de ce club de Ligue deux (Gr. Centre-Ouest).

Du coup, la direction de la formation oranaise a désormais le droit de recruter de nouveaux joueurs, lors de l'actuel mercato hivernal qui sera clôturé le 20 février en cours, a précisé la même

source. Néanmoins, les responsables du club de la capitale de l'Ouest du pays écartent cette éventualité pour le moment "en raison des difficultés financières auxquelles est confronté l'ASMO", précise-t-on.

Autre motif qui oblige les "Asémistes" à faire l'impasse sur le mercato hivernal, à savoir la position actuelle du club au classement et qui ne lui permet pas d'espérer jouer la carte de l'ascension. En effet, les gars de "M'dina J'dida" ont raté complète-

ment la quasi-totalité de la phase aller, ce qui leur a valu de sortir précocement de la course à la montée. Pis, ils s'étaient retrouvés contraints de lutter pour leur maintien après avoir collectionné les mauvais résultats.

Ce n'est que vers la fin de la première partie du championnat que les Oranais ont sonné le réveil en enchaînant cinq victoires de suite. Cela leur a permis de réussir une remontée spectaculaire au classement,

passant de la 15e et avant-dernière place à la 9e avec 21 points, mais avec un retard de 16 points sur les co-leaders du groupe, l'ES Ben Aknoun et la JSM Tiaret, et ce, avant 13 journées de la fin du championnat. Pour rappel, seul le leader de chacun des deux poules de la Ligue 2 accèdera en fin de saison parmi l'élite, un palier où l'ASMO n'a plus évolué depuis l'exercice 2015-2016 à l'issue duquel le club avait été relégué en deuxième division.



## INCIDENTS DU STADE DE FRANCE

## Un rapport indépendant épingle l'UEFA et les autorités

L'UEFA, organisatrice de la finale de Ligue des champions, porte la "responsabilité première" des graves incidents "qui ont quasiment mené au désastre" en mai dernier au Stade de France, a conclu lundi un groupe d'experts au terme d'une enquête indépendante mandatée par l'instance européenne.

"Le groupe a conclu que l'UEFA, en tant que propriétaire de l'événement, porte la responsabilité première des échecs qui ont quasiment mené au désastre", selon un long document qui épingle aussi la Préfecture de police et la Fédération française de football (FFF).

"Même s'il était raisonnable de déléguer les questions de sécurité à d'autres, en premier lieu la FFF et de renvoyer à (...) la Préfecture de police pour les questions de maintien de l'ordre, il ne s'ensuit pas que l'UEFA soit absoute de sa responsabilité. L'UEFA jouait un rôle central dans l'organisation de l'événement et elle aurait dû surveiller, superviser et contribuer aux mesures de sécurité", font valoir les experts. "Les autres parties

prenantes ont commis des manquements qui ont contribué (aux incidents) mais l'UEFA était aux commandes" lors de cette finale Liverpool-Real Madrid, insistent-ils. Attente interminable, supporters et familles aspergés de gaz lacrymogènes ou victimes de vols... Le dispositif de maintien de l'ordre lors de cette finale de la Ligue des champions à Saint-Denis avait donné lieu à des scènes de chaos, provoquant une vive polémique en France et en Angleterre. Le rapport pointe aussi la mauvaise réaction des forces de sécurité françaises, faisant valoir par ailleurs que l'usage par la police de gaz lacrymogènes et de sprays au poivre n'avait "pas sa place dans une fête du football".



Les experts de ce rapport, dirigé par l'ancien ministre portugais de l'éducation, de la Jeunesse et des Sports, Tiago Brandão Rodrigues, se sont dits

"éberlués" que le schéma de maintien de l'ordre du match ait pu être influencé par l'image de supporters de Liverpool assimilés à des hooligans, une

"idée fausse inexplicable". "L'approche sécuritaire (...) a été basée, de manière inappropriée, sur la supposition que les supporters de Liverpool puissent poser une menace significative à l'ordre public", notent-ils encore. Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin avait initialement incriminé les supporters britanniques aux nombreux billets falsifiés selon lui, avant que le préfet Didier Lallemand n'admette s'être "peu t-être trompé" sur leur nombre, reconnaissant un "échec".

Un rapport gouvernemental avait pointé des dysfonctionnements policiers et organisationnels, au terme d'un épisode qui a écorné l'image de la France en vue des Jeux olympiques de 2024 à Paris.

## COUPE DU ROI SALMANE DES CLUBS

## 37 clubs sur la ligne du départ (UAFA)

L'Union arabe de football (UAFA) a annoncé lundi le lancement d'une nouvelle compétition pour les clubs baptisée la Coupe du Roi Salmane, qui verra la participation de 37 clubs arabes pour une dotation globale de 10 millions de dollars.

Les 37 clubs engagés prendront part d'abord à une phase de qualification, alors que le tournoi final se déroulera l'été prochain dans trois villes saoudiennes : Abha, Baha, et Taïf, précise la même source. Selon le secrétaire général de l'instance arabe Radja Allah Al-Selmi, l'UAFA a laissé le soin aux fédérations arabes pour désigner leurs clubs participant, tout en se disant fier d'une épreuve qui porte le nom d'une personne très chère aux sportifs arabes.

La Coupe du Roi Salmane des clubs est une suite historique de cette compétition arabe des clubs lancée en 1982, et dont le nom a changé entre la Ligue des champions arabes, la Coupe arabe des clubs vainqueurs de coupe, le Coupe de l'Union arabe, la Coupe de l'Emir Fayçal Ben Fahd, ou encore la Coupe Zaïd des clubs champions.

## LIGUE DES CHAMPIONS

## Mbappé dans le groupe du PSG pour affronter le Bayern Munich

L'attaquant star Kylian Mbappé figure dans le groupe du Paris Saint-Germain pour le 1/8 de finale aller de Ligue des champions contre le Bayern Munich, mardi. Victime le 1er février d'une lésion à la cuisse gauche, le N.7 du PSG devait initialement être absent trois semaines, mais il s'est entraîné dimanche et lundi.

Guéri plus rapidement que prévu, Mbappé pourrait au moins entrer en jeu en cours de partie. Au début de la séance d'entraînement ouverte aux médias lundi en fin de matinée, Mbappé a notamment participé à un "toro" avec Lionel Messi, Neymar, Sergio Ramos, Gianluigi Donnarumma, Marco Verratti, Achraf Hakimi et Marquinhos.

Interrogé sur la possibilité de voir Mbappé revenir plus tôt que prévu, l'entraîneur Christophe Galtier s'était d'abord montré pessi-

miste, samedi soir, après la défaite à Monaco (3-1): "Je ne le pense pas. Il suit son protocole de rééducation. Il a été victime d'une lésion musculaire. On prendra zéro, zéro, zéro risque avec Kylian". Absent samedi en Principauté, Lionel Messi, touché aux ischio-jambiers, figure également dans le groupe, mais son retour avait été annoncé la semaine dernière par le club. Avec aussi le Brésilien Neymar, le PSG devrait pouvoir compter sur sa "MNM" pour le match le plus important depuis le début de saison. Le défenseur international Presnel Kimpembe, absent pendant trois mois mais de retour pour les dix dernières minutes à Louis II, est également dans le groupe. Le PSG reste sur deux défaites, à Marseille en Coupe de France et à Monaco en L1. Le match retour se jouera le mercredi 8 mars à Munich.

## LIGUE 2

## Sahraoui Touhami nouvel entraîneur du MC Saïda (club)

L'entraîneur Sahraoui Touhami a été désigné, lundi, à la tête de la barre technique du MC Saïda, a-t-on appris de la direction de ce club de Ligue deux de football. Sahraoui Touhami est le troisième technicien à prendre les rênes techniques de cette formation de l'ouest du pays cette saison après Morsli et Saloua. Ce coach a débuté cet exercice sur le banc

de touche de la formation de Khemis El Khechna avant de passer au CR Temouchent, deux équipes évoluant également en deuxième palier.

Il aura pour mission de sauver le MCS de la relégation vu que cette équipe partage la 9e position au classement du groupe Centre Ouest, avec l'Olympique de Médéa (19 points) et ce, après 17 journées.

## LIGUE 2 FRANÇAISE (FC METZ)

## Le portier algérien Oukidja prolonge jusqu'en 2025

Le gardien de but international algérien du FC Metz (Ligue 2 française de football) Alexandre Oukidja, a prolongé pour deux saisons supplémentaires, soit jusqu'en 2025, a annoncé son club mardi sur sa page officielle Facebook. Oukidja (34 ans) avait rejoint le club messin en 2018 en provenance du RC Strasbourg. Il a réussi à s'imposer au sein de l'effectif grenat, en devenant une pièce maîtresse. Lors de sa première prolongation en 2020, Oukidja avait déjà déclaré se sentir

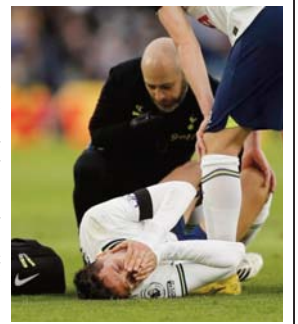
heureux sur les rives de la Moselle avec sa famille. Le natif de Nevers (France) comptabilise 21 titularisations depuis le début de la saison, toutes compétitions confondues. "Le FC Metz est un club qui me tient à cœur. C'est un club qui m'a accueilli quand j'avais besoin et me sens très bien ici", a déclaré le gardien algérien, après le nul concédé lundi soir face à Caen (0-0), en clôture de la 23e journée. Au classement, le FC Metz pointe à la 4e place avec 37 points, à trois longueurs seu-

lement de retard sur les deux premières places, synonyme d'accession directe en Ligue 1. Alexandre Oukidja (6 sélections) avait été convoqué pour la première fois chez les "Verts" à l'occasion du match en déplacement face à la Gambie à Banjul (1-1), le 8 septembre 2018, dans le cadre des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations-2019. Il faisait partie des 23 joueurs champions d'Afrique, lors de la dernière CAN-2019 disputée en Egypte.

## TOTTENHAM

## Saison terminée pour le milieu de terrain Rodrigo Bentancur

Le milieu de terrain uruguayen Rodrigo Bentancur, victime d'une rupture des ligaments croisés d'un genou, sera absent des terrains jusqu'à la fin de saison, a indiqué Tottenham lundi. "Rodrigo Bentancur sera absent des terrains jusqu'en fin de saison et pendant six mois minimum en raison d'une rupture des ligaments croisés d'un genou", précise le club londonien de Premier League. Buteur lors de la déroute de Tottenham contre Leicester samedi dernier (1-4), le milieu uruguayen était sorti en pleurs durant la seconde période. Son absence va forcer Antonio Conte à faire preuve d'imagination pour le remplacer à l'occasion du huitième de finale aller de Ligue des Champions face au Milan AC qui se tiendra à San Siro mardi (21h). Privés également d'Yves Bissouma, toujours convalescent après une opération à la cheville gauche, les Spurs pourraient aligner un milieu de terrain largement remanié.



## SERIE B/SPAL

## L'entraîneur Daniele De Rossi limogé

La Spal, évoluant en Serie B italienne, a annoncé mardi avoir mis fin à la première expérience comme entraîneur de l'ex-international Daniele De Rossi, champion du monde 2006, nommé en octobre dernier. Daniele De Rossi, 39 ans, a "été relevé de sa fonction d'entraîneur de l'équipe première" ainsi que

ses adjoints, a indiqué dans un communiqué le club basé à Ferrara (Emilie-Romagne), actuellement 18e et premier reléguable après trois défaites de suite.

L'ex-international italien s'était engagé jusqu'en 2024 en octobre, alors que la formation était 14e, en remplacement de Roberto Venturato. Mais ses débuts

comme entraîneur ont été particulièrement difficiles avec seulement trois victoires en seize rencontres de championnat.

De Rossi (117 sélections en équipe d'Italie) a pris sa retraite sportive en janvier 2020, après une brève expérience de quelques mois en Argentine avec le

club de Boca Juniors. Il avait ensuite passé son diplôme d'entraîneur. La légende de la Roma a fait son apprentissage au sein de l'encadrement technique de l'équipe d'Italie, aux côtés de Roberto Mancini et ses adjoints, notamment lors de l'Euro-2020 remporté par la Nazionale.

## O MARSEILLE Discussions entamées avec Kolasiñac

Sous contrat jusqu'en juin prochain, le défenseur Sead Kolasiñac (29 ans, 26 matchs et 3 buts toutes compétitions cette saison) pourrait poursuivre son aventure à l'Olympique de Marseille un peu plus longtemps. Comme évoqué le mois dernier, le club phocéen avait prévu d'entamer des discussions avec son joueur pour une prolongation. C'est chose faite selon La Provence.

## REAL MADRID Ancelotti se prononce sur l'avenir de KB9

Libre au mois de juin, l'attaquant Karim Benzema (35 ans, 12 matchs et 9 buts en Liga cette saison) n'a pas encore prolongé officiellement en faveur du Real Madrid même si cette issue ne fait aucun doute. Interrogé à ce sujet ce mardi en conférence de presse, l'entraîneur merengue Carlo Ancelotti n'a pas souhaité en dire plus, tout en exprimant à nouveau son avis général sur l'avenir du Ballon d'Or 2022. "Je ne sais pas (s'il a prolongé, ndr). Mais je le répète : les légendes du Real Madrid doivent prendre leur retraite au Real Madrid", a préconisé le technicien en conférence de presse. Un message clair.

## PSG Avec Mbappé, Lizarazu revoit son jugement

Dimanche (voir ici), le consultant de Téléfoot, Bixente Lizarazu, s'est montré très pessimiste sur les chances du Paris Saint-Germain face au Bayern Munich ce mardi (21h) à l'occasion des 8es de finale aller de la Ligue des Champions. Néanmoins, la présence dans le groupe de Kylian Mbappé (24 ans, 6 matchs et 7 buts en LdC cette saison), longtemps annoncé forfait et qui souhaiterait débiter la rencontre, incite le champion du monde 1998 à se montrer beaucoup plus nuancé.

"Sa présence change tout, pour son équipe et l'adversaire, qui ne peut pas se découvrir, a insisté le Basque dans les colonnes de L'Equipe. Sans lui, le PSG est bien plus basique et lisible. C'est un attaquant 'no limit'. Il a de l'électricité dans les jambes qui fait peur aux défenseurs.

## BARÇA Un accord avec Ndicka, mais...

Toujours limité financièrement, le FC Barcelone se verrait bien recruter encore un défenseur central gratuit l'été prochain. Un an après Eric Garcia et Andreas Christensen, c'est cette fois le Français de l'Eintracht Francfort, Evan Ndicka (23 ans, 20 matchs en Bundesliga cette saison), qui a tapé dans l'œil des Blaugrana. Ce mardi, le média allemand Sport1 fait même état d'un accord verbal entre l'ancien Auxerrois, dont le contrat expire en juin, et le leader de Liga.

Selon la même source, malgré cet accord, l'arrivée du natif de Paris n'est toutefois pas encore totalement entérinée par le Barça, qui se trouve encore en réflexion et continue d'étudier ses options. Alors que le Paris Saint-Germain, le Betis Séville, l'AC Milan et des écuries de Premier League sont également annoncés sur les rangs, les Catalans devraient prendre leur décision finale début mars.

## VALENCE Baraja remplace Gattuso

Suite au limogeage de Gennaro Gattuso fin janvier, le FC Valence a officialisé ce mardi la nomination de Rubén Baraja comme nouvel entraîneur. Véritable légende au sein du club che, avec lequel il a disputé 361 matchs comme joueur (57 buts) entre 2000 et 2010 et remporté deux fois la Liga, une Coupe de l'UEFA, une Supercoupe d'Europe et une Coupe du Roi, l'Espagnol de 47 ans a entraîné Elche, Valladolid, Gijón, Tenerife ou encore le Real Saragosse ces dernières années. Sa mission est simple : sauver son club de cœur, 18e du classement après 21 journées, de la relégation...

## LA SPAL c'est déjà fini pour De Rossi

La Spal, pensionnaire de Serie B italienne, a annoncé ce mardi avoir mis fin à sa collaboration avec Daniele De Rossi. L'ancien international italien a "été relevé de sa fonction d'entraîneur de l'équipe première", a indiqué dans un communiqué le club basé à Ferrara.

Nommée en octobre dernier en remplacement de Roberto Venturato, la légende de l'AS Rome avait pour mission de relancer une équipe classée à la 14e place de la Serie B. Mais avec seulement 3 victoires en 16 rencontres, et une 18e place actuelle au classement, sa première expérience d'entraîneur restera un échec.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

# DK NEWS

Édité par la SARL  
DK NEWS

Gérant  
Mourad Cherbal  
Directeur de publication  
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction  
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»  
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00  
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19



## PRÉSIDENTE

## La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République se démarque de l'initiative des responsables de l'Université de Batna I

La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République a dénoncé, lundi, l'initiative des responsables de l'Université de Batna I qui ont voulu distinguer le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, par le truchement d'un cadre, ce qui rappelle aux Algériens des pratiques d'une période honteuse, se démarquant par la même de cette initiative de mauvais goût, indique un communiqué de la Direction.

La Direction générale de la Communication à la Présidence de la République "dénonce l'initiative des responsables de l'Université de Batna I qui, de leur propre initiative, ont décidé de distinguer le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, par le truchement d'un cadre, ce qui rappelle aux Algériens des pratiques d'une période honteuse".

"La Direction générale de la Communication se démarque de

cette initiative de mauvais goût qui n'a aucun lien avec la vision du Président de la République, ni avec les pratiques et usages qu'il veut ancrer depuis son élection, à la faveur d'une Algérie nouvelle, lui qui a émané dans son discours d'investiture qu'on retire le titre de "Fakhamatouhou" (Son Excellence), pour le remplacer par celui de "Monsieur", battant en brèche tout comportement ou attitude relevant de la flagorneur".



## ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD

### Lamamra en visite de travail en Afrique du Sud

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a effectué lundi une visite de travail à Pretoria, dans le cadre des concertations politiques périodiques entre l'Algérie et l'Afrique du Sud et en prévision des prochaines échéances bilatérales, a indiqué un communiqué du ministère.

"À l'invitation de son homologue sud-africain, Mme Naledi Pandor, le ministre des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a effectué une visite à Pretoria dans le cadre des concertations politiques périodiques entre les deux pays et en prévision des prochaines échéances bilatérales", précise le communiqué. À cet occasion, le ministre a eu des discussions en tête-à-tête avec son homologue sud-africain, élargies par la suite aux délégations qui ont mis en avant les relations historiques et privilégiées entre les deux pays et peuples frères ainsi que la volonté des deux parties de renforcer leur caractère stratégique dans le cadre du parachèvement des préparatifs de la 7<sup>e</sup> session de la haute commission mixte qui tiendra en Algérie sous la présidence des deux chefs d'Etat, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère M. Cyril Ramaphosa qui effectuera prochainement une visite d'Etat en Algérie", ajoute la même source. Selon le communiqué, les "deux parties ont évoqué les questions d'intérêt commun au niveau continental et dans le monde notamment la crise actuelle dans les relations internationales sur fond de conflit en Ukraine, la décolonisation de la Palestine et du Sahara Occidental ainsi que la situation sécuritaire et de paix en Afrique à la lumière des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA)".

Les deux parties ont relevé, avec satisfaction, une convergence de vues et de positions entre les deux pays sur la base de leur attachement aux principes consacrés dans la Charte des Nations Unies (ONU) et l'Acte constitutif de l'UA outre les principes du Mouvement des non-alignés", souligne le communiqué. Les deux ministres ont convenu, également, de la poursuite et du renforcement de la coordination dans le cadre des réunions ministérielles à tenir en prévision du prochain sommet de l'UA", conclut la même source.

## MONNAIES

### Le dollar se replie un peu avant l'inflation américaine

Le dollar reculait légèrement mardi à quelques heures de l'indice des prix à la consommation CPI pour janvier, une persistance de l'inflation aux Etats-Unis pouvant pousser la Réserve fédérale à poursuivre plus longtemps sa politique monétaire stricte.

Dans la matinée, le billet vert cédait 0,33% à 1,0758 dollar pour un euro. Une hausse des prix de 0,4% entre décembre et janvier est attendue selon l'indice CPI, qui fait référence et sur lequel sont indexées les retraites, anticipe le consensus de MarketWatch.

Après le recul des prix entre novembre et décembre, à hauteur de 0,1%, il s'agirait de la première accélération depuis le mois de septembre. "Si l'inflation reste élevée, cela déferait les taux élevés de la Fed à 450 points de base et pourrait pousser ses dirigeants à monter les taux encore plus", résume un analyste.

La perspective d'un ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis et d'une politique monétaire plus laxa a pesé sur le dollar fin 2022 et début 2023, avant qu'un bon rapport sur l'emploi n'inverse la tendance en rappelant la vigueur du marché du travail américain. Dans ce contexte, la désignation d'un nouveau gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda, professeur d'économie de 71 ans, faisait peu réagir le yen (+0,20% à 132,16 yens pour un dollar).

## LIGUE ARABE

### Le Secrétariat général déplore les propos "déplacés" du délégué du Maroc à son adresse

Le Secrétariat général de la Ligue arabe a émis des réserves concernant les propos "déplacés" tenus par le délégué marocain contre le Secrétariat général et ses employés, soulignant que ces propos sont à déplorer.

Ayant suscité une polémique sur le thème de "la carte de la nation arabe" adoptée par la Ligue arabe, le 9 février au Caire dans le cadre de la réunion ministérielle du Conseil économique et social, le chef de la délégation marocaine

a accusé le Secrétariat général de la Ligue arabe de "fraude et de falsification de documents", une position qui a suscité le rejet et le mécontentement de toutes les délégations participantes.

Compte tenu de ce qui a précédé et sur orientation du Secrétariat général, le Secrétariat général a publié un communiqué dans lequel il déplore de tels propos, émettant "des réserves" sur les observations "déplacées" du représentant du Maroc à l'adresse

du Secrétariat général et de ses employés. Le Secrétariat général de la Ligue arabe a affirmé son respect de "la neutralité et du professionnalisme", soulignant qu'il ne tend "à avoir de problèmes avec aucun pays membre", mais souhaite que tout un chacun s'engage à "tenir un discours acceptable" au sein de la Ligue.

Le Secrétariat général a affirmé, par ailleurs, qu'il agissait "en toute neutralité et respect avec tous les pays membres".

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### Mise en place de commissions pour le suivi de la mise en œuvre des programmes de formation des enseignants chercheurs et des doctorants en langue anglaise

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a signé un arrêté portant mise en place de commissions universitaires pour le suivi de la mise en œuvre du programme de formation des enseignants chercheurs et des doctorants en langue an-

glaise, a indiqué lundi un communiqué du ministère. L'arrêté n° 05 du 12 février 2023 prévoit la création de commissions universitaires pour l'encadrement et le suivi de la mise en œuvre du programme de formation des enseignants chercheurs et des doctorants en langue anglaise au niveau

des établissements d'enseignement supérieur", précise le communiqué, ajoutant que ces commissions comprennent des "responsables de l'établissement universitaire concerné et des enseignants chercheurs spécialisés en anglais". Les missions de ces commissions, poursuit la même

source, consiste en "l'accompagnement pédagogique" permettant à l'enseignant chercheur et au doctorant d'acquérir les connaissances et les compétences devant lui permettre d'enseigner en anglais durant "une durée de formation de dépassant pas une année".

### "Un diplôme-une startup, un diplôme-un brevet" : près de 300 projets innovants sélectionnés à l'USTO

Près de 300 projets innovants des étudiants de l'Université des Sciences et de la Technologie Mohamed Boudiaf d'Oran ont été sélectionnés dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel portant sur le mécanisme "Un diplôme-une startup, un diplôme-un brevet", a-t-on appris du responsable de l'incubateur de cet établissement d'enseignement supérieur, Abdelkrim Mèche.

"Sur les 3.000 étudiants en master de l'USTO, près de 300 ont été sélectionnés pour la création de leur propre startup ou l'obtention de leur brevet", a indiqué, à l'APS, M. Mèche, en marge d'une rencontre sur le rôle de la pépinière d'entreprises dans l'incubation et la création d'entreprises, organisé par son incubateur au profit des étu-

dians.

Les projets sélectionnés sont de différentes spécialités et thématiques des projets de mémoires de Master (M2) provenant des différents facultés et instituts de l'université. "Certes, c'est un petit chiffre par rapport au nombre d'étudiants, mais cela nous permettra de bien orienter, former et encadrer ces jeunes, étant donné que l'incubateur n'a que quelques mois d'existence", a-t-il ajouté. Seulement une dizaine de projets pourront être incubés actuellement au niveau de cette structure. La pépinière d'entreprises pourra, pour sa part, prendre en charge un certain nombre de projets ainsi que d'autres partenaires, a précisé le responsable.

Il sera question de former ces jeunes sur les étapes de création d'une affaire, les méthodes de

communication et de négociation, la réalisation du Business model canvas (BMC) et des fiches technico-économiques, le E-Marketing et l'intelligence artificielle. Les formations porteront également sur les labels "Projet innovant" et "startup", les démarches administratives et réglementaires pour la création d'une "startup" et les formalités relatives à l'enregistrement des brevets et l'obtention des droits d'auteur (la propriété industrielle et intellectuelle), entre autres.

D'autre part, une exposition a été mise sur pied autour du rôle de la pépinière d'entreprises dans l'accompagnement et l'hébergement des entreprises et startups, et la formation des porteurs de projets.